

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

| | |
|--------------|--------------------------------|
| Suchabfrage | 18.04.2024 |
| Thema | Landwirtschaft |
| Schlagworte | Keine Einschränkung |
| Akteure | Keine Einschränkung |
| Prozesstypen | Studien / Statistiken |
| Datum | 01.01.1965 - 01.01.2022 |

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Barras, François
Burgos, Elie
Clivaz, Romain
Füzesséry, Alexandre
Huguenet, François
Künzler, Johanna
Salathe, Laura
Schnyder, Sébastien
Terribilini, Serge
Ziehli, Karel

Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Burgos, Elie; Clivaz, Romain; Füzesséry, Alexandre; Huguenet, François; Künzler, Johanna; Salathe, Laura; Schnyder, Sébastien; Terribilini, Serge; Ziehli, Karel 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Landwirtschaft, Studien / Statistiken, 1990 – 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 18.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

| | |
|---------------------------------------|----|
| Allgemeine Chronik | 1 |
| Wirtschaft | 1 |
| Landwirtschaft | 1 |
| Agrarpolitik | 2 |
| Forstwirtschaft | 10 |
| Jagd | 12 |
| Internationale Landwirtschaftspolitik | 13 |
| Landwirt (Beruf) | 13 |
| Landwirtschaft und Umweltschutz | 13 |
| Agrarprodukte | 15 |
| Tierische Produktion | 17 |
| Pflanzliche Produktion | 20 |
| Lebensmittel | 22 |
| Tierhaltung, -versuche und -schutz | 22 |

Abkürzungsverzeichnis

| | |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| BUWAL | Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft |
| BAFU | Bundesamt für Umwelt |
| ETH | Eidgenössische Technische Hochschule |
| BFS | Bundesamt für Statistik |
| BLW | Bundesamt für Landwirtschaft |
| EU | Europäische Union |
| SMP | Schweizer Milchproduzenten |
| BVET | Bundesamt für Veterinärwesen (später: Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen BLV) |
| BLV | Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen |
| Agroscope | Kompetenzzentrum des Bundes für landwirtschaftliche Forschung |
| SDA | Schweizerische Depeschagentur AG |
| BWL | Bundesamt für wirtschaftliche Landesversorgung |
| WSL | Eidgenössische Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft |
| gfs.bern | Forschungsinstitut gfs.bern |
| SAB | Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete |
| SBLV | Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband |

| | |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| OFEFP | Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage |
| OFEV | Office fédéral de l'environnement |
| EPF | École polytechnique fédérale |
| OFS | Office fédéral de la statistique |
| OFAG | Office fédéral de l'agriculture |
| UE | Union européenne |
| FPSL | Fédération des producteurs suisses de lait |
| OVF | Office fédéral vétérinaire (après: Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires OSAV) |
| OSAV | Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires |
| Agroscope | Centre de compétence de la Confédération suisse pour la recherche agricole |
| ATS | Agence Télégraphique Suisse SA |
| OFAE | Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays |
| FNP | Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage |
| gfs.bern | Institut de recherche gfs.bern |
| SAB | Groupement suisse pour les régions de montagne |
| USPF | Union suisse des paysannes et des femmes rurales |

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Landwirtschaft

Landwirtschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.07.1991
SERGE TERRIBILINI

Selon le recensement fédéral de l'agriculture effectué par l'OFS, la décennie 80 a apporté de **profonds changements structurels**. Ainsi, le nombre total d'exploitations agricoles a reculé de 13.5 pourcents (dont 10% entre 1985 et 1990) pour atteindre un peu moins de 110 000 en avril 1990 (contre le double en 1955) alors que, dans le même temps, celles de plus de 15 hectares augmentaient de 6.3 pourcents. De 1985 à 1990, 11 400 exploitations ont disparu et le personnel employé à titre principal a diminué de 12.3 pourcents. En revanche, la surface agricole et le cheptel bovin sont restés stables. Les cantons les plus touchés sont le Tessin et le Valais.¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.12.2017
KAREL ZIEHLI

Sous mandat de l'OFAG, l'institut de sondages GfS Bern a réalisé une étude sur les attentes de la population vis-à-vis des agriculteurs suisses. Il en ressort qu'**une grande majorité de suisses et suissesses sont satisfaits de l'agriculture**. En effet, 86% des sondés se montrent satisfaits ou très satisfaits avec cette dernière et 79% d'entre eux ont répondu de la même manière quant aux modes de production appliqués par les paysans. Les sondés citent principalement les modes de production proches de la nature, le bien-être animal ainsi que la qualité pour justifier leur satisfaction quant à la production. Les trois tâches essentielles attribuées aux agriculteurs qui ressortent en premier sont la protection des animaux et de la nature, la production de produits alimentaires et l'entretien du paysage, tandis que la grande diversité des produits et la conservation des traditions et cultures ressortent en dernière position dans le sondage (avec tout de même une importance élevée ou assez élevée attribuée par respectivement 89% et 77% des sondés). Concernant ce dernier aspect, relatif à la conservation des traditions et de la culture, 76% des sondés estiment que cette tâche est très bien ou relativement bien réalisée par les agriculteurs (3ème position des tâches réalisées par les paysans). Les répondants estiment, de plus, à 95% que l'agriculture suisse est un élément important de la culture suisse (plus haut taux de réponse). L'importance de l'entretien du paysage arrive en deuxième position (89%), juste devant l'importance accordée à l'approvisionnement en cas de disette (88%). L'étude montre également que le seul point sur lequel les personnes interrogées se montrent majoritairement moins satisfaites concerne la pollution des sols et des eaux: 56% estiment que l'agriculture est coresponsable de ce problème, alors que les autres aspects problématiques, tels que la cherté des produits (49%) ou une augmentation de la production par rapport à aujourd'hui (46%) ne récoltent pas une majorité de mécontents.

Le sondage montre que les sondés ont une préférence pour les exploitations agricoles qui produisent eux-mêmes leurs fourrages, qui possèdent une petite surface, une grande diversification des cultures, une protection des animaux élevée ainsi qu'une production biologique.

Finalement, l'étude fait ressortir trois catégories de sondés, que sont les "favorables" à l'agriculture, les "sensibles aux prix" et les "critiques". Les premiers sont majoritairement constitués de personnes plutôt proches de l'UDC ainsi que du PDC et proviennent d'un milieu rural et possèdent un revenu moyen, les deuxièmes du PLR ainsi que de personnes provenant des couches les plus basses économiquement parlant et les troisièmes du PS ainsi que des Verts et habitant un milieu urbain et possédant un revenu plus élevé.²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.05.2019
KAREL ZIEHLI

Les **chiffres de 2018 sur les structures agricoles** ont été publiés par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Suivant une tendance de fond, le **nombre total d'exploitations a baissé** pour s'établir à 50'852 (-1.5% par rapport à 2017). La taille moyenne des domaines a, au contraire, augmenté, contrebalançant la baisse du nombre d'exploitations. La part de fermes biologiques continue sa progression, représentant 15.4 pour cent de l'ensemble des exploitations. Les domaines sont toujours gérés majoritairement de manière «patriarcale», pour reprendre les termes de l'ATS. En effet, seules 6.2 pour cent des exploitations sont officiellement gérées par des femmes.³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 07.10.2020
KAREL ZIEHLI

L'agriculture résiste bien, malgré la pandémie. C'est du moins ce que semblent montrer les premiers chiffres intermédiaires publiés par l'OFS pour l'année 2020. Ce secteur économique devrait, en effet, générer une valeur ajoutée brute de 5.8 pourcent plus élevée que l'année précédente. Les raisons en sont une stabilisation de la production combinée à une baisse de ses coûts. La flexibilité et la rapidité d'adaptation de certaines branches (vente directe, etc.) au plus fort de la crise permettent également d'expliquer le maintien de ces chiffres. A noter que la vente de produits bios a fortement augmenté lors du semi-confinement par rapport à la même période une année auparavant. Certains secteurs auront, toutefois, plus souffert que d'autres, à l'image de la viticulture déjà en difficulté avant que les restaurants ne ferment au printemps.⁴

Agrarpolitik

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 02.09.1992
SERGE TERRIBILINI

Le **revenu paysan** s'est **encore affaibli** en 1992, notamment en raison de la hausse des coûts de production. Par rapport au salaire paritaire de 4100 CHF, le revenu mensuel moyen de l'agriculteur s'est monté à un peu plus de 3000 CHF, ce qui signifie un manque à gagner de 40 CHF par jour. Le salaire de l'agriculteur a ainsi connu un recul de 6.3% par rapport à 1991. Le revenu des exploitations de montagne fut d'un quart inférieur à celui des entreprises de plaine. Une étude du Groupement suisse pour les régions de montagne a montré que le salaire horaire moyen atteignait 4.90 CHF dans les exploitations d'alpage, les femmes étant encore moins bien loties.⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.06.1995
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Löschen: eingefügt in #15459

L'**analyse Vox** a révélé que le vote des partisans et des opposants correspondait au clivage gauche droite. En effet, tandis que la gauche de l'électorat a massivement rejeté l'article constitutionnel, le centre et la droite l'ont majoritairement soutenu, les sympathisants du PDC et de l'UDC y étant le plus favorables. Par ailleurs, parmi les motivations de ceux ayant refusé l'article, l'aspiration à une réforme plus importante en direction du marché et de l'environnement a été prédominante. Pour les partisans en revanche, c'est la volonté de soutenir la paysannerie et de lui garantir des ressources financières suffisantes qui a constitué la motivation principale.⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.09.1996
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Löschen: eingefügt in #15465

L'**analyse Vox** a révélé pour sa part que le comportement de vote des partisans avait été motivé avant tout par des préoccupations écologistes. Dans le camp des opposants, ce seraient avant tout des motivations d'ordre financier qui expliqueraient le refus. Par ailleurs, il semble que les électeurs appartenant à la gauche de l'échiquier politique aient été plus favorables au contre-projet du parlement. En revanche, on ne saurait percevoir de différences notoires selon les caractéristiques socio-démographiques entre opposants et partisans du nouvel article.⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.11.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Löschen: eingefügt in #15523

L'**analyse Vox** a mis en évidence que l'initiative n'avait trouvé un écho favorable au sein d'aucune catégorie spécifique de la population. Les sympathisants du PDC, de l'UDC et du PRD ont suivi largement la consigne de vote négative de leur parti, alors que les sympathisants du PS ont également rejeté l'initiative, mais plus faiblement. C'est sur la gauche de l'échiquier politique que l'initiative a recueilli le plus de voix. Les caractéristiques socio-démographiques habituelles (âge, sexe, formation, salaire, résidence, région linguistique, etc.) ne permettent pas d'expliquer le comportement de vote. Parmi les personnes ayant voté oui, c'est l'argument de soutien aux petits paysans qui est le plus entré en ligne de compte pour la prise de décision. Par contre, le fait que l'entreprise Denner ait soutenu l'initiative semble avoir nui à celle-ci. Pour ce qui est des motivations des non, c'est le soutien aux paysans en général qui est ressorti du sondage. Une large frange des opposants a aussi exprimé qu'elle préférerait la politique des autorités fédérales en la matière. Une analyse statistique mesurant le poids relatif des arguments a, en fin de compte, montré que les votants étaient restés sceptiques face à l'initiative et que c'était surtout les arguments «contre» qui avaient convaincu.⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 11.04.2000
FRANÇOIS BARRAS

Lors de l'année 2000, **le revenu agricole a augmenté de 21% selon une étude de l'OFAG**. Avec 66 200 francs de revenu annuel en moyenne, celui-ci a atteint son plus haut niveau depuis dix ans. Parmi les raisons de cette performance, l'augmentation de la production : la récolte de pommes de terre fut supérieure de 20% à 1999, celle de céréales a progressé de 15%, et le rendement de la forêt, incidemment dopé par l'ouragan «Lothar», a été deux fois plus élevé que la moyenne. Selon ces résultats, les exploitations suisses comptent en moyenne 18 hectares et emploient 1,3 unité de main-d'œuvre familiale. Ces chiffres encourageants étaient relativisés, voire contestés au quotidien par de nombreux producteurs (l'Union suisse des paysans n'annonce ainsi qu'une augmentation du revenu agricole de 10% pour l'année 2000). Les revenus mensuels demeuraient parmi les plus précaires du pays: de 2800 francs en 1999, ils ont atteint 3200 francs en 2000. Plus de 2800 exploitations ont disparu en 1999, selon l'USP.⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.12.2000
FRANÇOIS BARRAS

Pour l'année 2000, **chaque exploitant agricole a touché 38 300 francs de paiements directs**. Le budget prévoyait à ce titre la somme de 2,321 milliards de francs. Il suit ainsi la courbe croissante de ces dernières années: deux rapports des Offices fédéraux de l'agriculture et de la statistique ont montré que la somme totale des paiements directs a subi une augmentation de 10,7% entre 1996 et 1999, passant de 2,061 à 2,285 milliards de francs. Toujours selon cette étude, la production finale durant la même période, s'est abaissée de 8,003 à 7,270 milliards de francs (-9,2%). Les prix à la production en 1999 auraient été de 23% inférieurs à ceux de 1990-92, alors que les prix à la consommation ont augmenté de 4% durant la même période. En fin d'année, **les agriculteurs de l'Union des producteurs suisses (UPS) ont mené une action d'éclat en bloquant deux grandes centrales de distribution** de Coop. Ils ont réclamé une nouvelle appréciation de l'évolution des prix des produits frais. Pour Coop, les prix payés sur ces denrées sont de 30 à 50% plus chers que dans les pays voisins: le distributeur voulait parvenir à une baisse de 20% des prix accordés aux producteurs, échelonnée sur cinq ans. Face à la rebuffade de ces derniers, l'entreprise a accepté l'ouverture de négociations début 2001.¹⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2000
FRANÇOIS BARRAS

Dans une perspective à moyen terme, un rapport de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a envisagé quatre scénarii pour la décennie à venir, sous l'intitulé «**Horizon 2010**». Au programme, libéralisation accrue de l'économie agricole, baisse, sinon disparition, des subventions, remise en question du contingentement laitier, amélioration de la compétitivité et rapprochement avec l'UE. Si ces projections courent sur un délai plutôt long, elles n'ont pas manqué de provoquer des réactions immédiates. L'USP a vertement critiqué le rapport, le qualifiant d'une porte ouverte au libéralisme sauvage, orienté par des critères uniquement financiers. Marcel Sandoz (prd, VD), président de l'USP, a d'ores et déjà annoncé que les perspectives de ce rapport détermineront le sens des revendications paysannes pour ces prochaines.¹¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 09.04.2001
FRANÇOIS BARRAS

Alors que le revenu agricole accuse une baisse de 7%, **les paiements directs ont pris le chemin inverse et ont marqué une augmentation** du même ordre. Le chiffre moyen de 2001 est de 7% supérieur au chiffre de la période 1998-2000, passant de 38 600 à 41 400 francs par exploitation de référence. Les nouvelles contributions à la surface pour les terres ouvertes et les cultures permanentes, les contributions à l'agriculture bio et celles pour les sorties régulières des animaux en plein air sont notamment à la base de cette augmentation.¹²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 20.11.2001
FRANÇOIS BARRAS

Par rapport aux trois années précédentes – dont une augmentation remarquable de 21% en 2000 –, **le revenu agricole a marqué une nette baisse en 2001**. Les agriculteurs ont gagné en moyenne 53 300 francs par exploitation, soit un recul de 7% par rapport à la moyenne des années 1998-2000 (57 200 francs). Dans la même mesure, le salaire moyen du paysan est passé de 2892 francs en moyenne durant cette période à 2533 francs en 2001. En tout, la production agricole a atteint 7,2 milliards de francs au cours de l'année sous revue, contre 7,5 milliards l'année précédente. Cette diminution conséquente est notamment liée à la chute des prix de la viande, suite à la polémique autour de la vache folle. Les fortes pluies ont limité le rendement de la production végétale et n'ont en rien aidé au maintien de l'embellie amorcée en 2000. Cette année avait de plus pu compter sur l'amélioration imprévue du marché du bois, suite aux

dégâts de «Lothar». La taille moyenne des exploitations demeure de 18 hectares, et celles-ci occupent 1,3 unité de main-d'œuvre familiale. Dans un rapport antérieur, l'OFAG mettait en garde contre la disparition des entreprises agricoles, dont un tiers ne serait pas garantie à long terme faute de moyens financiers. La libéralisation du marché implique de plus un creusement toujours plus important de l'écart entre les revenus des grandes et des petites exploitations, au moment où un quart de ces dernières ne générerait pas un revenu capable de couvrir les besoins privés.¹³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 11.04.2002
ROMAIN CLIVAZ

Le **revenu agricole annuel par exploitation a peu varié** et s'est fixé à 52 600 francs (contre 53 300 en 2001). Le revenu du travail par unité de main d'œuvre familiale, valeur comparable aux salaires non agricoles, s'est monté à 30 400 francs, ce qui représente une baisse de 10 % par rapport aux trois années précédentes (33 800 pour la moyenne des années 1999 à 2001). Les coûts réels par exploitation ont augmenté de 5% en comparaison avec les trois années précédentes, principalement en raison de l'augmentation des frais généraux et de ceux liés au fourrage et aux bâtiments. Au niveau des rendements bruts, la production végétale s'est retrouvée légèrement en deçà de la moyenne 1999/2001 alors que la branche laitière s'est maintenue, malgré la crise traversée. La production bovine a subi une baisse, la production porcine a peu évolué et l'élevage de volaille a présenté des valeurs plus élevées. Au total, le rendement brut par domaine agricole a progressé de 2% par rapport à la période 1999-2001 à 194 200 francs. Les paiements directs ont augmenté de 8%, notamment en raison des mesures décidées en faveur de l'agriculture de montagne. La taille moyenne des exploitations était de 19 hectares.¹⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.07.2002
ROMAIN CLIVAZ

Le Département fédéral de l'économie a publié le **rapport sur les résultats de la consultation relative à l'évolution future de la politique agricole (PA 2007)** à la fin du mois de mars. Les milieux agricoles, presque unanimement sceptiques, ont estimé que le rythme des réformes était trop élevé et que les mesures découlant de la politique agricole 2002 (PA 2002) étaient suffisantes. Ils ont rappelé que malgré le travail fourni, les revenus restaient bas en comparaison avec d'autres secteurs. Cet état de fait n'était, à leurs yeux, pas assez présent dans le document soumis à consultation. Le monde agricole s'est déclaré opposé à la suppression du contingentement laitier, tout en demandant son assouplissement, et à l'augmentation de la taille minimale des exploitations. La nouvelle réglementation des importations de viande a reçu un accueil réservé. L'introduction de mesures sociales dans la loi a, par contre, été soutenue. Le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) ainsi que la Société suisse d'économie alpestre (SSEA) ont souligné les difficultés des régions de montagne. Une majorité des organisations paysannes, de consommateurs et de protection de l'environnement a estimé qu'il était nécessaire de répondre aux attentes des consommateurs en matière de sécurité alimentaire et que l'objectif de la politique agricole ne saurait dès lors être la compétitivité à tout prix. Les associations économiques (économiesuisse, Union patronale suisse, USAM), l'industrie alimentaire (Fédération des industries alimentaires suisses, et Nestlé notamment) et les grands distributeurs (entre autres Coop, Migros) ont eu une appréciation diamétralement opposée de la réforme en cours. Ils ont demandé que le rythme des changements soit plus soutenu et qu'une déréglementation plus décidée des marchés agricoles soit entreprise, cela dans l'intérêt de l'agriculture elle-même. La majorité des cantons, les partis bourgeois ainsi que les organisations paysannes n'ont pas voulu d'une trop forte focalisation sur l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture. Les partis de gauche, socialistes et verts, ne se sont pas opposés par principe à une dérégulation. Ils l'ont toutefois liée à des mesures écologiques restrictives et à une sécurité alimentaire maximale.¹⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.11.2002
ROMAIN CLIVAZ

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a publié en fin d'année son **rapport agricole 2002**. Son directeur, Manfred Bötsch, a estimé que les agriculteurs avaient bien digéré la réforme introduite en 1995 et qu'il n'était pas correct d'affirmer que le revenu agricole était toujours plus mauvais. Il a admis une baisse de 15% entre 1990 et 1995, mais a également ajouté qu'une certaine croissance avait eu lieu depuis. Le directeur de l'office a en outre rappelé que la réforme des structures devait être poursuivie, et cela dans le sens d'une réduction du nombre des exploitations. L'USP a réagi à cette vision optimiste et accusé l'OFAG d'embellir la situation, de n'utiliser que les chiffres étayant ses thèses et de s'immiscer de manière excessive dans le processus politique en cours.¹⁶

Selon la Station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles de Tänikon (FAT), les **revenus agricoles de 2002 ont été inférieurs à ceux des trois années précédentes**. Cette analyse se basait sur les données de 2379 exploitations agricoles qui ont tenu une comptabilité uniformisée pour les périodes analysées. La pondération des résultats individuels a permis de représenter la situation économique de 90% de la surface et de la production. Ces exploitations de référence employaient 1,3 unité de main d'œuvre familiale et 0,4 salarié sur une moyenne de 19 hectares. Le **revenu annuel du travail par unité de main d'œuvre familiale**, comparable aux salaires non agricoles, s'élevait à 30 262 francs en 2002, contre 33 835 francs en moyenne entre 1999 et 2001 (- 11%). Les régions de montagne (-16%) ont été nettement plus affectées que celles de plaine (-7%). Concernant le **revenu agricole par exploitation**, il s'est élevé à 51 500 francs pour l'année sous revue, contre 56 966 francs en moyenne pour les années 1999 à 2001. Cette diminution d'environ 10% était moins forte dans les exploitations de plaine (-6%), que dans celles de collines (-11%) et celles de montagne (-14%).¹⁷

L'OFAG a publié le « **Rapport agricole 2003** » en fin d'année. Si, en 2002, le revenu du secteur a été inférieur de 1% à la moyenne des trois années précédentes, il a progressé de 4,7% par rapport à 2001. Pour l'année 2003, la baisse du prix du lait de 4 centimes par kilogramme, ainsi que la sécheresse, devraient toutefois affecter négativement les résultats de la branche. Une baisse de revenu d'environ 13% était ainsi attendue. La différence entre le revenu sectoriel et celui des exploitations de référence, calculée par le FAT (voir ici), s'explique notamment par la réduction des valeurs d'inventaire pour le bétail bovin. Ce document annuel a tenu à **relativiser l'affirmation selon laquelle les coûts ne cesseraient d'augmenter dans l'agriculture**. Mettant en rapport la croissance des exploitations et les variations des charges (frais de bâtiments, frais généraux d'exploitation, service des intérêts, frais salariaux...), l'analyse a permis de constater que l'évolution des coûts n'était pas le facteur décisif de la stagnation des revenus. Concernant la pertinence des indicateurs en matière de revenus, l'OFAG a estimé que le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale n'était pas assez significatif pour une analyse réaliste de la situation économique de l'agriculture. Allant de 5000 francs, dans les exploitations du quartile inférieur, à 68 000 francs, dans celles du quartile supérieur, une analyse plus fine s'imposait. De grands écarts, de 48 000 à 110 000 francs, ont également été constatés pour les revenus totaux des familles (revenus agricoles et accessoires). La part du revenu accessoire non agricole (artisanal, de service...) représentait 26% du revenu moyen d'une famille paysanne. Les auteurs du rapport ont dès lors estimé que la décision d'une famille de poursuivre son activité agricole dépendait avant tout du revenu total qu'elle peut réaliser, 5000 francs étant naturellement insuffisants. Ils ont par ailleurs rappelé que la situation allait devenir critique pour les exploitations consommant leur capital durant une période prolongée, ce qui était le cas pour environ un tiers des exploitations de référence pour la période 2000/2002. Sur mandat de l'OFAG, l'EPFZ a mis sur pied un indicateur permettant de constater que les écarts de performance entre les exploitations s'expliquaient principalement par les différences concernant la charge de travail par rapport au chiffre d'affaire. La gestion de la charge de travail est ainsi apparue comme centrale pour améliorer les résultats des exploitations. L'abandon de l'activité agricole n'étant pas forcément nécessaire, une première solution proposée était la croissance des exploitations permettant de mieux mettre à profit la ressource « travail ». Une baisse de cette charge de travail, afin de dégager du temps libre en vue d'une activité complémentaire, était également envisagée. Au niveau de l'évolution structurelle du secteur, l'abandon d'exploitations a été moins important entre 2000 et 2002 (-3116 unités, 2,2% par an) qu'entre 1990 et 2000 (-22 278 unités, 2,7% par an). Suite à l'acceptation d'un postulat du parlementaire André Bugnon (udc, VD) lors de la session d'automne 2002 (Po. Bugnon, 02.3355), le Conseil fédéral avait chargé l'OFAG de rédiger un **rapport sur la pénibilité du travail et les conséquences sociales de la nouvelle politique agricole**. Les conclusions ont été présentées de manière détaillée dans ce Rapport agricole 2003. Si le temps de travail annuel des indépendants occupés à plein temps dans l'agriculture ou la sylviculture est supérieur à celui des indépendants des autres secteurs, il a cependant diminué ces dernières années. De même dans les exploitations de références, malgré leur croissance, la charge de travail par unité de main d'oeuvre a baissé de 1990 à 2001. Quant au travail physique pénible, il a nettement reculé. Le document conclut que, d'une part, les agriculteurs n'ont pas plus de travail en raison de la réforme agricole, et que d'autre part, leur état de santé général s'est plutôt amélioré dans l'ensemble.¹⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.08.2004
ELIE BURGOS

Au mois d'août, la Station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles de Tänikon a publié les **chiffres du revenu agricole pour l'année 2003**. Par rapport à la moyenne des trois années précédentes (2000-2002), le revenu agricole par exploitation a légèrement baissé. Le revenu annuel du travail par unité de main d'œuvre familiale et par an – valeur comparable aux salaires non agricoles – a par contre légèrement augmenté et s'est élevé à 35 900 francs, contre 32 900 francs pour la moyenne des années 2000 à 2002 (+9,1%). Cela est dû en partie, selon la station fédérale, au niveau peu élevé des taux d'intérêt. Quant au revenu agricole moyen de toutes les exploitations, il s'est élevé à 55 000 francs en 2003, ce qui correspond à un recul de 2,1% par rapport aux trois années précédentes. En région de plaine, il a diminué de 5,5%, tandis qu'il a augmenté dans les régions de collines (+1,2%) et en région de montagne (+5,1%).¹⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.11.2004
ELIE BURGOS

A la fin novembre, l'OFAG a publié le « **Rapport agricole 2004** », dernier bilan de la période 1999-2003. Selon ce rapport, l'agriculture suisse reste sous pression. Sa situation économique n'a guère changé, malgré d'importantes mutations au cours des 4 dernières années. L'évolution est demeurée socialement acceptable, bien que le nombre d'exploitations ait diminué de 2,5% par an. Les prestations écologiques se sont, quant à elles, sensiblement améliorées. Les revenus par unité de main d'œuvre se sont élevés en moyenne à 40 600 francs entre 1996 et 1998 et à 41 700 francs entre 2001 et 2003. Cependant, il faut souligner que le revenu agricole reste inférieur à celui du reste de la population, et près de 70% des familles paysannes ont une activité additionnelle. Entre 1990 et 2003, ce sont près de 27 000 exploitations qui ont cessé leur activité. On dénombrait ainsi en 2003 près de 30% d'exploitations en moins qu'en 1990.²⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.09.2005
ELIE BURGOS

La Station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles de Tänikon a publié les **chiffres du revenu agricole pour l'année 2004** au mois de septembre. Par rapport à la moyenne des trois années précédentes (2001-2003), le revenu agricole par exploitation a augmenté. Le revenu annuel du travail par unité de main d'œuvre familiale – valeur comparable aux salaires non agricoles – a nettement augmenté et s'est élevé à 39 700 francs, contre 32 200 francs pour la moyenne des années 2001 à 2003. Durant la même année, le revenu agricole par exploitation a atteint 60 500 francs, contre 53 000 francs pour la moyenne des trois années précédentes. Quant au rendement brut par exploitation, il a été supérieur de 9,4% par rapport à ces dernières. Selon la station fédérale, le résultat 2004 a été influencé de manière positive, notamment par les rendements plus élevés des grandes cultures et de la production fourragère, ainsi que par les prix satisfaisants obtenus par la vente des fruits. En ce qui concerne les coûts réels par exploitation, ils ont augmenté par rapport à la moyenne 2001-2003. Cette hausse s'explique notamment, toujours selon la station fédérale, par l'augmentation des coûts du fourrage, par les dépenses plus importantes pour l'achat et la location des contingents laitiers, ainsi que par les coûts croissants des réparations et de la main-d'œuvre. En revanche, les intérêts des dettes ont reculé grâce à la baisse des taux.²¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 08.09.2006
ELIE BURGOS

Le **revenu agricole pour l'année 2005** n'est pas parvenu à égaler celui de l'année précédente. Le rendement brut moyen par exploitation s'est en effet élevé à 211 000 francs, soit une baisse de 2,0% par rapport à 2005. La hausse des paiements directs a surtout été due à l'augmentation de la surface par exploitation. En région de plaine, les paiements directs ont représenté 17% du rendement brut total, dans la région des collines 25%, et en région de montagne 38%. Les coûts réels se sont élevés à 156 700 francs par exploitation, soit une hausse de 1,2% par rapport aux chiffres de l'année 2004. Cette hausse des coûts a notamment été due à la main d'œuvre et aux carburants, suite à la forte hausse du prix de ces derniers. Conséquence de ce qui précède, le revenu agricole moyen a baissé de 10% en 2005, pour s'établir à 54 300 francs par exploitation. Quant au revenu annuel du travail par unité de main d'œuvre familiale (valeur comparable aux salaires non agricoles), il a subi une baisse de 7,5% par rapport à l'année 2004 et s'est élevé à 36 700 francs en moyenne de toutes les exploitations. Les différences ont toutefois été importantes suivant les régions, mais également à l'intérieur de celles-ci. Le fait que le revenu du travail baisse moins que le revenu agricole s'explique par deux facteurs : la diminution des intérêts calculés malgré l'augmentation des capitaux propres (baisse du taux d'intérêt des obligations fédérales), et la baisse du nombre d'exploitations qui emploient de la main d'œuvre

familiale.²²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 04.09.2007
ELIE BURGOS

La Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon (ART) a rendu public les **résultats de l'année agricole 2006** au mois de septembre. Ces résultats sont en retrait par rapport à l'année précédente. La prestation brute moyenne par exploitation s'est élevée à 226 800 francs en 2006, en légère baisse par rapport à 2005. La hausse des paiements directs a surtout été due à l'augmentation de la surface par exploitation et à l'expansion de l'élevage de vaches-mères. En région de plaine, les paiements directs ont représenté 16% de la prestation brute totale, dans la région des collines 23%, et en région de montagne 36%. Les coûts réels ont légèrement augmenté par rapport à 2005, pour s'établir à 173 900 francs par exploitation. Selon l'ART, la baisse de la prestation brute et la hausse des coûts sont les deux éléments qui expliquent le recul du revenu agricole moyen de 2,5% par rapport à 2005, à 52 900 francs par exploitation. L'évolution est d'ailleurs semblable dans les trois régions : le revenu agricole est en baisse de 2,5% en plaine, de 3,0% dans les régions de colline et de 1,8% en région de montagne en 2006. Le revenu du travail par unité de main d'œuvre familiale a, quant à lui, baissé de 6,0%, pour s'établir à 34 500 francs (2005 : 36 700 francs) en moyenne de toutes les exploitations. Cette situation s'explique par le fait que, malgré des fonds propres stables, les intérêts calculés ont fortement augmenté dans le sillage de la hausse du taux d'intérêt des obligations fédérales.²³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 04.09.2008
ELIE BURGOS

La Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon (ART) a rendu public les **résultats de l'année agricole 2007** au mois de septembre. Par rapport à l'année précédente, ces résultats sont meilleurs. La prestation brute moyenne par exploitation s'est élevée à 242 600 francs en 2007, soit en nette augmentation par rapport à l'année 2006 (+7%). Selon l'ART, cette situation tient d'une part à l'augmentation des prix à la production de certains produits d'origine animale ou végétale, comme les bovins, les porcs ou les légumes ; d'autre part, les surfaces de colza et de betteraves sucrières ont été étendues. Les meilleures conditions météorologiques ont également favorisé un volume de récoltes plus important. Quant aux paiements directs, ils ont augmenté en grande partie du fait que les vaches laitières bénéficient de contributions pour animaux consommant des fourrages grossiers depuis 2007. En région de plaine, les paiements directs ont représenté 16% de la prestation brute totale, dans la région des collines 23%, et en région de montagne 36%. De leur côté, les coûts réels ont augmenté par rapport à l'année précédente (+4,3%), pour atteindre 181 400 francs par exploitation. Le revenu agricole moyen a augmenté de 16% par rapport à 2006, pour s'établir à 61 100 francs par exploitation. Par rapport à la moyenne des trois années précédentes (2004-2006), l'augmentation du revenu agricole a été de 9,4%. Quant au revenu du travail par unité de main d'œuvre familiale, il a augmenté de 14,0% par rapport à l'année précédente. Il s'est élevé à 39 500 francs en moyenne de toutes les exploitations.²⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 11.11.2008
ELIE BURGOS

Les offices fédéraux de l'agriculture (OFAG) et de l'environnement (OFEV) ont présenté en fin d'année un **rapport qui définit les objectifs environnementaux** pour l'agriculture suisse pour les années à venir. Treize objectifs globaux ont été fixés, dont la réduction des émissions d'ammoniac des vaches à 25 000 tonnes d'azote par an (contre 44 000 tonnes actuellement).²⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.08.2009
ELIE BURGOS

La Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon (ART) a rendu public les **résultats de l'année agricole 2008** au mois d'août. Les résultats sont en amélioration par rapport à 2007. Le revenu du travail moyen par unité de main-d'œuvre familiale s'est élevé à 41 700 francs et le revenu agricole à 64 100 francs par exploitation en 2008, soit en augmentation de 5,7% et 4,9% par rapport à l'année précédente, respectivement. Avec l'an 2000, l'année 2008 a affiché le meilleur résultat des dix dernières années. L'ART a attribué ce résultat positif à une hausse des prestations brutes (chiffre d'affaires) supérieure à celle des coûts. La prestation brute moyenne par exploitation s'est élevée à 254 300 francs, en augmentation par rapport à l'année 2007 (+4,9%). Cette évolution positive est notamment due au meilleur résultat de la production animale (production porcine, lait). A l'exception des cultures fruitières, l'année 2008 a également été positive pour la production végétale. A 51 500 francs par exploitation, le montant des paiements directs perçus a été de 1,3% inférieur au montant moyen perçu par exploitation en 2007. L'ART a expliqué cette baisse par les

différentes modifications apportées au système des paiements directs (réduction du montant des contributions à la surface et des contributions pour les animaux consommant des fourrages grossiers réduit les recettes, notamment). Par ailleurs, les coûts réels ont augmenté par rapport à l'année précédente (+ 4,8 %) pour s'élever à 190 200 francs par exploitation. La station de recherche a notamment attribué cette hausse des coûts à l'augmentation du prix de l'énergie (et donc des carburants), directement ou indirectement responsable de l'envol du prix des engrais et des aliments pour animaux. Dans le domaine des coûts de structure, les coûts des réparations, de l'utilisation des machines en commun et du personnel, ainsi que les intérêts des dettes, ont également été en augmentation.²⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.10.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

La station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon a annoncé que, pour la première fois depuis 2006, le **revenu des paysans** a reculé de 3,6% en 2009. La chute des prix du lait et du porc ont eu raison de l'augmentation de 11,7% des paiements directs. L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a annoncé que les paysans de montagne ont été moins touchés que ceux des plaines. Finalement, le nombre de personnes travaillant dans le secteur a baissé de 37 000 en dix ans pour s'établir à 167 000.²⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 04.10.2011
SÉBASTIEN SCHNYDER

L'institut Agroscope a constaté des **revenus agricoles 2011** en hausse de 2,8% par rapport à 2010 malgré la chute des prix des produits agricoles. Toutefois, l'augmentation des paiements directs (+1,4%) et de la production ainsi que la diminution des coûts de productions (-0,7%) n'ont pas pu empêcher une diminution de la valeur de la production totale (-0,4%). Par ailleurs, Agroscope a évalué une diminution de 0,8% du volume de travail dans l'agriculture suisse et une augmentation de 2,1% des revenus des employés agricoles.²⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.10.2011
SÉBASTIEN SCHNYDER

En fin d'année, l'OFAG a publié son **rapport agricole 2011** visant à informer sur la situation de l'agriculture et son évolution lors des vingt dernières années. Ainsi en 2010, il constate une baisse significative du revenu paysan (8,5%) et une augmentation du revenu non agricole (+0,4%) par rapport à 2009. Le revenu agricole moyen s'établit ainsi à 55 182 francs par unité de travail annuel de la famille (2009 : 60 305 francs). En ce qui concerne la balance commerciale, le volume des importations est resté stable (11,5 milliards de francs) tandis que celui des exportations a augmenté (7,8 milliards de francs, + 4%). Les exportations agricoles suisses concernent principalement des produits transformés dont la matière première n'est pas forcément produite en Suisse. L'UE est restée le partenaire commercial agricole principal représentant 62% des exportations helvétiques et 77% de ses importations. Au niveau budgétaire, la part de financement public pour l'agriculture en 2010 a diminué à 6,2% des dépenses totales de la Confédération (-1,3%), atteignant ainsi 3,7 milliards de francs. Le nombre d'exploitations a continué sa réduction de 1,8% par an atteignant en 2010 un total de 59 065 unités. En outre, en 2009 le taux d'autosuffisance brut a atteint 63,3% (+2%) et celui net 56% (+1,2%). Finalement, l'OFAG y présente une stratégie « Climat pour l'agriculture » visant à réduire les gaz à effet de serre d'un tiers dans l'agriculture et de deux tiers dans le domaine de l'alimentation d'ici 2050 tout en augmentant la production et les prestations d'intérêts publics.²⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 21.09.2012
JOHANNA KÜNZLER

Laut der Forschungsanstalt Agroscope Reckenholz-Tänikon verdienten die Bauern 2011 wieder mehr Geld, als sie es in den letzten zehn Jahren getan hatten: Besonders **Getreide-Anbauer konnten von der Einkommenssteigerung profitieren**. Pro Familienarbeitskraft stieg der Jahreslohn im Vergleich zum Vorjahr um 11,1% auf CHF 43 500, die Nebeneinkommen lagen im Durchschnitt bei CHF 26 700.³⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.10.2012
JOHANNA KÜNZLER

Ende Oktober publizierte das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) den **Agrarbericht 2012**. Daraus geht hervor, dass das landwirtschaftliche Einkommen 2011 im Durchschnitt pro Betrieb gegenüber dem Vorjahreswert um 7,8% auf CHF 59 474 gestiegen ist. Zusammen mit einer leichten Zunahme des ausserlandwirtschaftlichen Einkommens (+1,6%) ergibt sich daraus eine durchschnittliche Zunahme des Gesamteinkommens um 5,8%. Auch im Aussenhandel ist eine positive Entwicklung zu verzeichnen: Während die landwirtschaftlichen Importe wertmässig leicht zurückgingen auf CHF 11,4 Mia., konnten sich die Exporte auf dem Vorjahresniveau halten (CHF 7,8

Mia.). Die Aussenhandelsbilanz schliesst damit mit einem historisch tiefen Importüberschuss von CHF 3,6 Mia. ab. Die Handelsanteile, welche in die EU exportiert bzw. aus ihr importiert werden, blieben mit 61 respektive 74% relativ stabil. Strukturell ist weiterhin ein personeller Rückgang im Landwirtschaftssektor zu verzeichnen: Mit insgesamt 164 067 Beschäftigten arbeiteten 2011 2% weniger auf diesem Gebiet als noch im Vorjahr. Eine erstmals seit 10 Jahren wieder durchgeführte repräsentative Umfrage zur Situation von Frauen in der Schweizer Landwirtschaft ergab, dass Bäuerinnen mit ihrer Lebenssituation grundsätzlich sehr zufrieden sind. Beinahe die Hälfte von ihnen geht inzwischen einer ausserbetrieblichen Erwerbstätigkeit nach, um zusätzliches Einkommen für die Familie zu generieren. Dass sich viele verheiratete Frauen trotz fehlender sozialer Absicherung aufgrund ihres Status als Nichterwerbstätige und entgegen der mangelnden Gleichstellung hinsichtlich des Hofbesitzes relativ wenig Sorgen machen, wertete das BLW als Hinweis dafür, dass auf diesen Gebieten noch Aufklärungsarbeit zu leisten sei. Die jährlich durchgeführte Univox-Umfrage ergab, dass die Landwirtschaft in der Bevölkerung immer noch grossen Rückhalt geniesst. Auch die Direktzahlungen, welche sich 2011 auf CHF 2,8 Mia. beliefen, wurden von zwei Dritteln der Befragten befürwortet.³¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 13.11.2013
JOHANNA KÜNZLER

Das **landwirtschaftliche Einkommen** war 2012 5,9% tiefer als im Vorjahr: Im Durchschnitt erwirtschaftete ein landwirtschaftlicher Betrieb in der Schweiz CHF 56 874. Der geringe Anstieg des ausserlandwirtschaftlichen Einkommens um 0,1% konnte diesen Verlust nicht abfedern. Auf die einzelne Vollzeit-Familienarbeitskraft bezogen erhöhte sich der Arbeitsverdienst hingegen leicht gegenüber 2011 auf CHF 43 700 – dies sei laut Agroscope vor allem dem stark sinkenden Zinsanspruch für das Eigenkapital bei der Berechnung des Arbeitsverdienstes zu verdanken. Bernard Lehmann, der Direktor des Bundesamtes für Landwirtschaft (BLW), zeigte sich zudem optimistisch: Die Preise für Milch und Schweinefleisch seien im Berichtsjahr dank einer geringeren Produktion angestiegen, was sich positiv auf das landwirtschaftliche Einkommen auswirken werde.³²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.03.2015
LAURA SALATHE

Eine Umfrage der Agrarforschung Schweiz, einer von Agroscope und verschiedenen Partnern herausgegebenen Zeitschrift über landwirtschaftliche Forschung, beschäftigte sich im Frühjahr 2015 mit den Fragen, **wie die Schweizer Landwirtinnen und Landwirte gegenüber der Umsetzung der Agrarpolitik 2014–2017 eingestellt sind** und wie sie zu einer ökologischer werdenden Landwirtschaft stehen. Zu diesem Zweck waren 1'000 Personen mit einem landwirtschaftlichen Betrieb aus den Kantonen Aargau, Solothurn, Zürich und Graubünden brieflich befragt worden. In allen Kantonen waren jeweils 50 Prozent Bio- und Nicht-Biobetriebe zufällig ausgewählt worden (Rücklaufquote 41%). Zusätzlich waren 71 Fragebögen an Landwirtschaftsfachleute aus verschiedenen Bereichen wie etwa Politik, Verwaltung, NGOs und Forschung gesendet worden (Rücklaufquote 52%). Beide Befragungen waren im Frühjahr 2014 durchgeführt worden, also wenige Monate nach der Einführung der neuen Regelungen.

Während sich die Landwirtinnen und Landwirte mit dem eigenen Betrieb grösstenteils zufrieden zeigten, beurteilten sie die derzeitige Entwicklung der Schweizer Landwirtschaft kritischer. Der Aussage «Ich beurteile die Agrarpolitik der Schweiz als gut» stimmten die Befragten durchschnittlich knapp eher nicht zu. Spannend dabei war, dass die Aussage von Landwirtschaftsbetreibenden aus der Bergzone signifikant positiver bewertet wurde als von ihren Berufskollegen und -kolleginnen aus der Tal- oder Hügelzone ($p < 0.05$). Eine mögliche Erklärung dafür sei laut der Studie, dass nach den Berechnungen zur Agrarpolitik 2014–2017 (AP 14–17) die Berggebiete gesamthaft aber auch als einzelne Betriebe mehr Direktzahlungen erhielten als unter der ehemaligen Agrarpolitik.

Eine weitere Erkenntnis aus der Studie sei, dass Expertinnen und Experten und Landwirtschaftsbetreibende die Auswirkung der AP 14–17 auf das landwirtschaftliche Einkommen unterschiedlich einschätzten. Die Aussage «Die AP 14–17 wirkt sich positiv auf das Einkommen der Landwirte aus» wurde von den in der Landwirtschaft tätigen Personen eher abgelehnt, während sich die Fachpersonen der Aussage gegenüber neutral äusserten. Dieser Unterschied war deutlich signifikant ($p < 0.001$).

Der Bundesrat war im Jahr 2011 davon ausgegangen, dass sich das Einkommen in der Landwirtschaft bis 2017 mit der Einführung des neuen Direktzahlungssystems um 7 Prozent steigern lassen würde. Diese Berechnung war aber unter der Annahme gemacht worden, dass sich die Betriebsleitungen unternehmerisch an die neuen Gegebenheiten anpassen würden. Wenn es nicht zu betrieblichen Veränderungen komme, würden auch nach diesem Modell sowohl Direktzahlungen als auch Einkommen eher sinken. Die

Studie leitete daraus eine Argumentationskette ab, welche die unterschiedliche Beurteilung der Auswirkungen der AP 14-17 auf die Einkommen zu erklären versuchte. Während die Fachleute dieses vom Bundesrat prognostizierte Potential wahrnahmen, befürchteten die Landwirtinnen und Landwirte, mit der bisherigen Betriebsstruktur Einkommenseinbußen hinnehmen zu müssen.

Die Erkenntnisse über die Einstellungen zur Ökologisierung der Landwirtschaft erstaunten nicht sonderlich. Die Veränderung wurde von den Landwirtschaftsbetreibenden als eher positiv beurteilt. Einen Biobetrieb leitende Personen sahen die Veränderung durchschnittlich positiver als ihre übrige Berufskollegenschaft. Die Schlussfolgerung der Studie war, dass die Landwirtinnen und Landwirte teilweise nicht so auf die AP 14-17 zu reagieren schienen, wie es in den ökonomischen Modellrechnungen erwartet worden war. Ein Ansatz, diese Problematik etwas abzuschwächen, bestünde darin, den Informationsfluss zu verbessern.³³

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 19.07.2018

KAREL ZIEHLI

Mandaté par l'OFAG, le centre de compétence agricole **Agroscope a publié une étude sur l'autosuffisance alimentaire** qui arrive à la conclusion que les surfaces d'assolement suisses permettraient à ses habitant.e.s de se nourrir. Pour atteindre ce niveau d'autarcie, il faudrait toutefois radicalement changer de modes de consommation. Le nombre de calories par habitant.e baisserait de 3000 à 2300, ce qui resterait supérieur aux recommandations de la Société suisse de nutrition. Le régime alimentaire connaîtrait une profonde transformation, avec une réduction de la consommation des produits carnés (porc et poulet en premier lieu) et d'alcool (vin et bière). Le choix de fruits et de légumes serait lui restreint. La consommation de pommes de terre, de céréales et de lait frais augmenterait. Le but de cette étude était de répondre à la question suivante: «en cas de pénurie grave, un auto-approvisionnement serait-il aujourd'hui possible en Suisse?» Cette question a été abordée pour la dernière fois en 1990, s'inscrivant ainsi dans la tradition du Plan alimentaire qui était périodiquement actualisé à l'époque. La publication de cette étude intervient quelques mois avant une votation qui aura pour objet de mettre en place une souveraineté alimentaire et qui se penche sur la question du degré d'autosuffisance alimentaire que les citoyennes et citoyens veulent atteindre.³⁴

Forstwirtschaft

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 02.12.1990

SERGE TERRIBILINI

L'étude **Sanasilva 1990** révèle qu'après une période stationnaire, la santé des forêts suisses s'est détériorée de façon importante par rapport aux années précédentes. La proportion d'arbres malades (défoliation de plus de 10 %) est passée à 61% contre 43% en 1989, soit une progression de 18%, alors que le nombre d'arbres dont le taux de défoliation est de plus de 25% est passé de 12% à 17%. Cette aggravation se répartit inégalement suivant les régions: +28% dans le Jura, +19% dans les Alpes et dans le sud des Alpes, +15% dans les Préalpes et +9% sur le plateau. Si l'influence des polluants atmosphériques reste floue, celle des tempêtes de février et des étés secs de 1989 et 1990 est également difficilement décelable. C'est pourquoi l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (FNP) envisage de mettre sur pied un nouveau système d'observation prenant en compte un plus grand nombre de paramètres.³⁵

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 22.11.1991

SERGE TERRIBILINI

Le **rapport Sanasilva 1991** a montré que la santé de la forêt suisse se trouvait dans un état grave, le pire qu'elle ait connu depuis que l'observation existe. La proportion d'arbres malades (défoliation de plus de 10%) est passée de 61 pourcents en 1990 à 68 pourcents en 1991, tandis que le nombre d'arbre ayant un taux de défoliation de plus de 25 pourcents a atteint 19 pourcents, contre 17 en 1990. Cette augmentation des dégâts a surtout touché les pins, les sapins et les chênes et se localise principalement sur le plateau, le Jura et le sud des Alpes. La cause de cette dégradation n'a pas été identifiée; les spécialistes supposent que ce phénomène provient de la conjonction de plusieurs facteurs, la pollution de l'air ne devant en constituer qu'un parmi ceux-ci. Pour remédier à ces problèmes de diagnostic, le Conseil fédéral a doublé les crédits accordés à l'observation de la forêt suisse afin d'améliorer l'étude de son écosystème et l'évaluation de son état de santé. Ce financement se montera à 13,5 millions de francs jusqu'en 1995.³⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 12.12.1992
SERGE TERRIBILINI

La santé de la forêt suisse a connu une légère amélioration, selon le **rapport Sanasilva 1992**. En effet, la proportion des arbres défoliés à plus de 25 pour cent est passée de 19 pour cent à 16 pour cent et le nombre d'arbres malades a reculé de 68 pour cent à 62 pour cent. L'état des feuilles fut stationnaire. Le forêt a donc retrouvé son état de 1990. Mais elle reste plus atteinte que dans les années quatre-vingt. Replacés dans le long terme, les résultats de 1992 ne permettent pas de parler de rémission, au contraire; la forêt européenne dans son ensemble voit son état s'aggraver dangereusement. En outre, l'augmentation des dégâts dus aux bostryches renforce le problème. S'agissant de déterminer les causes exactes de la dégradation de la forêt et de ses variations, les spécialistes ont à nouveau dû avouer leur ignorance; il serait actuellement impossible, selon les résultats du programme national de recherche 14, d'établir un rapport de cause à effet entre le dépérissement des arbres et la pollution.³⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.05.2001
FRANÇOIS BARRAS

Achèvement d'un ambitieux programme de mise à jour statistique de la superficie nationale, l'Office fédérale de la statistique (OFS) a rendu public les résultats de son rapport sur l'état des surfaces forestières et agricoles en Suisse. Il apparaît que la forêt, après un reflux au cours des années 80, a recommencé à gagner du terrain au cours de la décennie suivante. En douze ans, celle-ci a progressé de 184 km². Ces résultats proviennent bien plus du reboisement naturel des surfaces boisées que des afforestations: sur 86 pour cent de ces zones, les arbres repoussent sans avoir été plantés. Cependant, la recrudescence de surfaces forestières n'est pas synonyme de bonne santé, a rappelé le **rapport Sanasilva 2000**. Selon lui, l'état de la forêt suisse s'est sensiblement dégradé en 2000. Pour la première fois depuis 1995, la défoliation des arbres a augmenté, touchant surtout les sapins et les épicéas. L'Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage (WSL), à l'origine du rapport, a indiqué que 29.4 pour cent des arbres examinés présentaient une défoliation supérieure à 25 pour cent, contre 19 pour cent en 1995. Par contre, la mortalité des arbres demeure stable, avec 0.4 pour cent d'arbres morts en 2000. En conséquence indirecte de ce constat, la Confédération a fait connaître son désir de fixer à 10 pour cent les zones forestières destinées à la création de réserves nationales d'ici à 2030. Sur ce chiffre, une moitié sera classée comme réserve naturelle et laissée à elle-même, l'autre sera gérée au titre de «réserve naturelle particulière», permettant la culture et la préservation d'espèces rares ou menacées. Dans ce schéma, les cantons collaboreront pour définir des stratégies de protection, selon les régions et les particularités des forêts.³⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.01.2002
ROMAIN CLIVAZ

L'**inventaire Sanasilva 2001** a estimé que l'état des forêts suisses était stable depuis 1994 et que la proportion d'arbres présentant une défoliation des houppiers (un sur cinq) était conforme à la moyenne de ces dernières années. Ces défoliations ont principalement touché l'épicéa et le sapin. Ce type de phénomène est considéré comme un indice de stress et peut avoir de nombreuses causes comme l'âge des arbres, leur approvisionnement en substances nutritives et en eau. Les auteurs ont estimé qu'une observation à long terme était nécessaire pour en déterminer les causes.³⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 04.05.2002
ROMAIN CLIVAZ

Les forêts suisses n'ont pas fini de subir les conséquences de l'ouragan Lothar, qui a affecté la Suisse en 1999. Les surfaces endommagées ont vu la population de **bostryches** exploser. Les épicéas et les sapins ont été les espèces les plus touchées. L'OFEFP a estimé que le volume de bois bostryché demeurerait important ces prochaines années et qu'il fallait s'attendre à des besoins financiers supplémentaires à l'avenir, aucun rétablissement de la situation n'étant à attendre avant 2004.⁴⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 22.03.2003
ROMAIN CLIVAZ

L'**inventaire annuel Sanasilva 2002**, établi par l'Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage, a permis de constater que l'état des forêts était resté stable depuis 1994, 18.6 pour cent des arbres présentant une défoliation inexplicée des houppiers supérieure à 25 pour cent. C'est à la mi-mars que l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage a mis en évidence la prolifération des bostryches dans les régions de montagne. Sur le Plateau suisse, les valeurs maximales avaient été atteintes en 2001. Cette multiplication avait été attribuée à la tempête Lothar qui avait balayé la Suisse en décembre 1999. En 2002, 11'000 nouveaux foyers d'infestation avaient été recensés et 1.1 million de mètres cubes d'épicéas sur pied ont été touchés. Ces prévisions ont été confirmées par les relevés réalisés par ce même

institut durant l'année sous revue. Ce sont particulièrement l'été caniculaire et la sécheresse persistante qui ont fourni un cadre idéal pour cette prolifération. De plus, les conditions climatiques ont relancé les infections sur le Plateau, en diminution jusqu'en été 2003.⁴¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 10.11.2004
ELIE BURGOS

À la fin de l'année, l'OFEFP a présenté un **rapport sur une étude fédérale ayant évalué les effets de la tempête « Lothar »** qui a ravagé les bois de la Suisse centrale et du Plateau. Ce rapport a mis en lumière que l'aide fédérale de 390 millions de francs débloquée par le parlement en faveur des forestiers a été démesurée et mal utilisée, puisque certains propriétaires ont touché plus d'argent que d'autres et que nombre de travaux, qui auraient été réalisés de toute façon, ont été subventionnés.⁴²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 13.09.2005
ELIE BURGOS

L'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) a rendu publics les principaux enseignements du premier « **Rapport forestier 2005** » en milieu d'année, ajournant pourtant sa publication à cause des inondations survenues en Suisse à cette période. Publié finalement à la mi-septembre, le rapport révèle notamment qu'il pousse davantage de bois qu'on en abat. La forêt s'étend considérablement et gagne l'équivalent de la surface du lac de Thoue chaque année. La surface forestière s'accroît principalement dans les Alpes. Toujours selon ce rapport, plus de 90% des forêts sont exposées chaque année à de trop fortes concentrations d'azote provenant de l'agriculture et des gaz d'échappement. Malgré les cris d'alarme réguliers, la forêt suisse est jugée globalement en bon état. Les polluants, les tempêtes ou les bostryches engendrent néanmoins un stress important pour les arbres.⁴³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.03.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

L'Office fédéral de l'environnement et l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage ont présenté le bilan du **troisième inventaire forestier**. Ce dernier montre que depuis l'analyse précédente, datant de 1995, la surface sylvicole a crû de 29,6% à 31% du territoire helvétique malgré l'ouragan Lothar, la canicule de 2003, l'utilisation accrue de ses ressources et les attaques de bostryches. Par ailleurs, les forêts suisses remplissent les six fonctions que leur a attribuées la Confédération : la production de bois, la purification de l'eau, le stockage du CO₂, le maintien de la biodiversité, la protection contre les dangers naturels et la fonction de lieu de détente. Toutefois, elles s'étendent également aux dépens des prairies sèches, de leur faune et de leur flore. En outre, elles s'assombrissent au détriment de certaines espèces héliophiles et thermophiles. Enfin, dans certaines régions elles s'homogénéisent perdant de la sorte leur attractivité touristique.⁴⁴

Jagd

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 09.11.2020
KAREL ZIEHLI

Le refus serré de la **loi sur la chasse** aura fait couler beaucoup d'encre dans les médias, notamment à cause d'un clivage plaine-montagne très marqué sur la carte électorale. Ce constat a été confirmé par l'**analyse post-votation VOTO** qui note que le lieu d'habitation représente le critère qui aura déterminé avec le plus de force le comportement électoral. Les régions qui connaissent une forte présence du loup ont, en effet, massivement voté pour une facilitation de leur régulation, tandis que les régions peu concernées (et, souvent, urbaines) ont eu tendance à refuser cette loi. Parmi les citoyen.ne.s confronté.e.s dans leur quotidien au loup, le positionnement sur les questions environnementales aura joué un rôle bien moins important sur leur manière de voter que chez les citoyen.ne.s vivant loin du prédateur. Lorsqu'on se penche sur les arguments qui ont remporté le plus d'approbation, on voit qu'une part importante de personnes en faveur de la loi estime que le loup représente un danger tant pour les humains que pour les autres animaux. Beaucoup ont également relevé que les populations citadines ne comprenaient pas les problèmes auxquels sont confrontées les populations de montagne. De l'autre côté, près de la moitié des opposant.e.s au texte ont invoqué leur amour pour la nature et les animaux ainsi que la protection de la faune comme arguments motivant leur vote. Pour d'autres, la loi allait tout simplement trop loin. Quant aux composantes démographiques, il est à noter que les générations jusqu'à 60 ans ont refusé le texte, alors que les personnes âgées de 60 et plus l'ont accepté. Bien que l'analyse considère la différence entre hommes et femmes peu significative pour expliquer le résultat du vote, elle est toutefois de 10 points de pourcentage (53 pour cent de Oui chez les hommes, contre 43 chez les

femmes).⁴⁵

Internationale Landwirtschaftspolitik

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.03.2004
ELIE BURGOS

Les autorités fédérales ont annoncé une **augmentation de 2500 tonnes des contingents d'importation de fromage** en provenance de la Communauté européenne (CE) à partir du 1er juin 2004 (pour un total de 17 000 tonnes). En contrepartie, la Suisse a pu exporter en franchise vers l'UE 5500 tonnes de fromage, soit 1250 tonnes supplémentaires.⁴⁶

Landwirt (Beruf)

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.10.2021
KAREL ZIEHLI

Selon les données récoltées par Agroscope, le **revenu agricole a connu une augmentation en 2020**. Par rapport à l'année précédente, la hausse s'élève à 7.5 pour cent par unité de main-d'œuvre familiale, pour atteindre CHF 58'600. Trois facteurs sont mis en avant pour expliquer cette augmentation. Premièrement, le prix de la viande de porc continue sa hausse, bénéficiant aux éleveuses et éleveurs porcins. Deuxièmement, la demande indigène a passablement augmenté avec la crise de Covid-19 avec, entre autres, un intérêt marqué pour la vente directe. Troisièmement, les conditions météorologiques 2020 auront permis de bonnes récoltes – contrairement à 2021. Quelques secteurs, tels que celui de la betterave sucrière et celui de la viticulture, auront toutefois souffert, respectivement, pour des raisons de maladies dans les cultures et d'écoulement de la marchandise. Finalement un autre aspect, pointé du doigt par la présidente de l'USPF, Anne Challandes, permet d'expliquer cette hausse: à savoir, la diminution du nombre d'unité de main-d'œuvre familiale (-0.7% par rapport à l'année précédente), répartissant le salaire, mais également la charge de travail, sur un nombre moins élevé de personnes. Dans les médias, les agricultrices et agriculteurs ne se sont pas montrés particulièrement émus par cette augmentation, les fluctuations étant légion d'année en année. Un paysan vaudois déclarait alors, avec une pointe de cynisme, dans le 24 Heures: «Pis de toute façon, 8% de pas grand-chose, ça fait pas grand-chose non plus!»⁴⁷

Landwirtschaft und Umweltschutz

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 22.11.2000
FRANÇOIS BARRAS

Les produits alimentaires estampillés biologiques continuent à trouver un fort attrait aux yeux de la population. Porté par la vague d'inquiétude et de mécontentement vis-à-vis des errements de l'industrie, **ce nouveau marché «vert» a représenté en 1999 un chiffre d'affaires global de plus de 600 millions de francs**. Migros a constaté une augmentation de 25% de ses ventes durant cette année, alors que Coop, qui occupe la première place dans le secteur, a annoncé une augmentation d'un tiers de son chiffre, un total de 467 millions de francs. Plus d'un tiers du lait écoulé par celle-ci provient de production biologique. Le Bourgeon – l'association qui décerne en Suisse le label bio – a annoncé pour 1999 une production bio de 120 millions de kilos de lait. Elle évaluait le chiffre de 138 millions pour 2000, et espérait atteindre les 150 millions pour 2001. L'engouement «bio» se vérifie principalement en Suisse alémanique: seulement 10 millions de kilos de lait bio sont produits du côté romand. L'agriculture bio se révèle aussi un moyen de contrebalancer la chute des prix dans l'économie laitière, avec un kilo de lait payé 15 à 20% plus cher que son équivalent non bio. Le fromage estampillé «bio» en particulier a subi une forte augmentation, de 71 millions de kilos produits en 1998 à 102,5 millions de kilos en 2000, soit une hausse de 40%. Selon les estimations de Bio Suisse, 8,4% de la population paysanne cultivait bio, 8,1% des terres agricoles utiles en Suisse en 2000. L'association a lancé un appel aux agriculteurs pour qu'ils se reconvertisent massivement à ce marché en expansion, à la forte demande.⁴⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 13.04.2018
KAREL ZIEHLI

Le bio progresse en Suisse. En 2017, on comptabilisait 6'906 exploitations estampillées bio (représentant 14 pourcents de l'ensemble des producteurs et productrices suisses), soit 279 de plus que l'année précédente. Le marché bio a, lui aussi, progressé, représentant 9% des parts de marché. Cela correspond à un coût total par habitant de CHF 320.- par année, faisant des suisses et suissesses les plus dépensiers au monde en produits biologiques. Cette tendance est amenée à se poursuivre ces prochaines années, les exploitant.e.s bios y trouvant leur compte. En effet, bien que les efforts à fournir soient plus importants qu'en culture conventionnelle, les produits biologiques

sont vendus à un meilleur prix et les exploitations bios touchent jusqu'à CHF 1'600.- de plus par hectare par rapport aux exploitations conventionnelles. Une hausse continue de ce type d'exploitation amène, en corollaire, le risque d'une production trop importante face à la demande. Un risque toutefois balayé par le président de Bio Suisse, Urs Brändli, qui a pour objectif de voir un quart des exploitations suisses labellisées en bio à l'horizon 2025.

Cette tendance se fait également ressentir au sein des écoles d'agriculture, à l'image de l'école d'agriculture biologique bernoise Inforama qui va ouvrir une nouvelle classe pour répondre à la demande. En Romandie aussi, la filière biologique se renforce dans les écoles agricoles: la classe spécifiquement dédiée à l'agriculture biologique qui sera ouverte en 2019 au sein de l'école d'agriculture de Marcelin dans le canton de Vaud en étant un exemple; une évolution également constatée dans les cantons de Fribourg et de Neuchâtel, comme relevé par le journal 24 Heures.⁴⁹

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 07.01.2021

KAREL ZIEHLI

Dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'agriculture a son rôle à jouer, notamment au travers de la capture du CO₂ dans les sols par le système racinaire des plantes. Alors qu'Agroscope parlait de l'hypothèse que les méthodes de culture intensives et conventionnelles (de blé, de maïs, etc.) absorbaient plus de CO₂ que les méthodes de culture biologiques et extensives – de par une plus grande densité de biomasse au mètre carré – des essais menés à long terme réfutent cette idée. En effet, les chercheuses et chercheurs d'Agroscope ont découvert que **les systèmes de cultures extensifs intègrent plus de carbone dans les sols qu'estimé jusqu'à présent**. Bien que possédant une biomasse aérienne en moyenne inférieure, les cultures extensives montrent des apports en carbone équivalents voire supérieurs aux cultures conventionnelles, de par un système racinaire plus important. Selon le centre de compétence de la Confédération pour la recherche agronomique, ces résultats «soulignent le potentiel des systèmes extensifs tels que l'agriculture biologique pour augmenter l'apport de carbone dans le sol via les racines et ainsi atténuer le changement climatique.» Ces études ont ainsi permis aux autorités d'ajuster l'inventaire suisse des émissions de gaz à effet de serre, qui permet de contrôler le respect des objectifs climatiques du pays.⁵⁰

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 04.02.2021

KAREL ZIEHLI

Le centre de recherche Agroscope est parti **sur les traces des pesticides dans les sols agricoles suisses** afin de déterminer quel impact ils avaient sur la vie microbienne souterraine. Les premières surprises sont intervenues lors de l'analyse de sols cultivés de différentes manières : les chercheuses et chercheurs ont constaté que même sur les parcelles biologiques – des sols cultivés parfois depuis plus de 20 ans sans produits de synthèse – des résidus de substances actives étaient détectés. Les chercheurs.euses émettent l'hypothèse que ces substances proviennent de l'époque où elles étaient encore appliquées sur ces parcelles. Autre possibilité, elles auraient été transportées par le vent ou l'eau. Il a été constaté, avec une certaine surprise, que des résidus de substances interdites en Suisse, telle que l'atrazine – plus utilisée en Suisse depuis 2012 – se trouvent encore dans les sols. Dans un deuxième temps, l'équipe de recherche a analysé l'effet de ces substances sur la vie microbienne. Cela les a amené à constater que plus le nombre de pesticides différents était élevé dans les échantillons, moins l'activité de champignons mycorhiziens utiles était importante. Ainsi, il est à redouter que l'utilisation de pesticides ait un impact à long terme sur la vie des sols. Malgré cela, les chercheuses et chercheurs notent que les concentrations de pesticides sont relativement faibles et n'ont pu être détectées que par l'usage de méthodes de mesure sensibles. Un projet de recherche est prévu afin d'analyser l'impact de ces produits phytosanitaires sur la vie des organismes, la santé ou encore la fertilité des sols. En parallèle, Agroscope a mis en place un monitoring des sols afin de pouvoir suivre les effets des mesures prises dans le cadre du Plan d'actions produits phytosanitaires.⁵¹

Agrarprodukte

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 27.03.2002
ROMAIN CLIVAZ

La cote des **produits biologiques** n'a cessé d'augmenter depuis quelques années et le produit de leur vente devrait, dans le courant de l'année sous revue, dépasser le milliard de francs selon Bio Suisse, organisation faîtière des paysans bio. Cette augmentation de la demande, qui a doublé depuis 1997, a poussé de nombreux agriculteurs à adopter ces méthodes de production. Le nombre d'exploitations respectant le cahier des charges était de 6213 début mars 2002, dont 600 fermes reconverties en 2001. Un fossé entre la Suisse alémanique et la Suisse romande a été constaté, bien que l'augmentation moyenne de 26% du nombre d'exploitations romandes soit supérieure à la moyenne suisse (11%) et a permis un rattrapage progressif. Si des régions comme les Grisons se trouvaient à la pointe avec une ferme sur deux, la Suisse romande est demeurée en retrait avec des parts de fermes bio oscillant entre 2,7 % à Genève et 6,4% en Valais. La viande a peine à se profiler sur le marché (2% du marché global) alors que le pain (9%), le lait (9%), les légumes (11%) et les œufs (13%) sont devenus de sérieux concurrents pour les produits non labellisés.⁵²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.03.2003
ROMAIN CLIVAZ

Bio Suisse, l'union faîtière des organisations d'agriculture biologique, a annoncé que les ventes de **produits portant le label « bio »** avaient progressé de 13% et dépassaient ainsi le milliard de francs en 2002. Le nombre d'entreprises refusant d'utiliser des pesticides chimiques de synthèse a progressé de 6%. Bio Suisse a attribué son label « Bourgeon » à 6466 paysans, soit environ 11% des fermes. Les Grisons sont restés à la pointe avec environ la moitié des exploitations qui ont adopté ces méthodes de production. La Suisse romande est demeurée en retrait sur le plan national, tout en affichant un taux de croissance supérieur à la moyenne suisse. Les carottes (20% du marché) et les œufs (12%) ont confirmé leur capacité concurrentielle, alors que la viande est demeurée en retrait (4%). Le bœuf a cependant progressé de 61% en 2002 et une progression de 20% était attendue pour le secteur de la viande en 2003. Bio Suisse a également élargi sa palette de produits pour en commercialiser environ 6300, dont des pizzas, des glaces ou encore de la charcuterie.⁵³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.04.2003
ROMAIN CLIVAZ

La plateforme interprofessionnelle pour l'« Avenir de l'agriculture suisse », initiée par la Migros suite aux protestations paysannes de 2001, a présenté une étude relativisant le **reproche de marges exagérées adressé aux distributeurs**. Il en ressort ainsi que la production et la vente de viande, de lait et de pommes de terre rapportent très peu, tant aux paysans qu'aux distributeurs. Elle arrive également à la conclusion que sans subventions ni paiements directs, la situation serait encore plus difficile. Des critiques ont été formulées quant à la manière de faire ces calculs. Se fondant sur les marges réalisées par chacun des acteurs, rien n'était dit sur la structure des frais qui induisaient ces insuffisances. Ce travail donnait ainsi l'impression qu'en fin de compte, aucun acteur de la chaîne de production ne devait se remettre en question. La plateforme interprofessionnelle pour l'« Avenir de l'agriculture suisse » se compose de représentants des organisations agricoles, des distributeurs, du commerce de détail, des consommateurs, des autorités et enfin du monde politique.⁵⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 23.03.2004
ELIE BURGOS

Lors de sa conférence de presse annuelle, Bio Suisse, l'union faîtière des organisations d'agriculture biologique, a annoncé que les **ventes de produits portant le label « bio »** ont progressé de 7% durant l'année 2003 pour atteindre un chiffre d'affaire global de 1,13 milliards de francs. 206 exploitations agricoles ont fait le pari de la reconversion à l'agriculture biologique, contre 157 en 2002. La Suisse compte ainsi 6445 fermes bio. Ce chiffre représente 11% de toutes les exploitations agricoles. Longtemps à la traîne, la Suisse romande a affiché un taux de croissance supérieur à la moyenne nationale.⁵⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 28.03.2005
ELIE BURGOS

Lors de sa conférence de presse annuelle, Bio Suisse, l'union faîtière des organisations d'agriculture biologique, a annoncé que les **ventes de produits portant le label « bio » ont baissé** durant l'année sous revue de 0,5% par rapport à 2004, pour atteindre un chiffre d'affaire global de 1,183 milliards de francs. Pour la première fois depuis environ 25 ans, le nombre des fermes bio a enregistré un léger recul en 2005, et l'on en compte désormais 6 144, soit 166 de moins qu'en 2004 (-2,6%). Elles représentent environ 11% de toutes les exploitations agricoles suisses. Le recul enregistré s'explique, selon Bio Suisse, par les modifications structurelles de l'agriculture, le manque de repreneurs ou encore par des considérations économiques (cahier des charges trop strict).⁵⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 27.11.2005
ELIE BURGOS

L'analyse VOX a montré qu'une bonne majorité des votants (68%) a considéré qu'il s'agissait d'une interdiction générale de produire des aliments génétiquement modifiés et non d'un simple moratoire. Seul un tiers d'entre eux connaissaient véritablement les détails de l'initiative et ont indiqué que cette interdiction ne serait valable que pour les produits émanant de l'agriculture du pays. L'analyse a également montré que deux éléments ont exercé une grande influence sur le comportement de vote: l'attitude fondamentale par rapport au système économique (personnes favorables à l'intervention étatique vs personnes qui privilégient une grande liberté dans l'économie de marché) et le positionnement sur l'axe gauche-droite. Au niveau de ce dernier, plus une personne se classait à gauche, plus elle a voté en faveur du moratoire. Les sympathisants d'un parti ont suivi de manières diverses les recommandations de vote émises par leur parti. Ceux du PS et du PRD s'y sont majoritairement conformés, tandis que la moitié des sympathisants de l'UDC et du PDC ne les ont pas respectées. Pour trois personnes sur quatre qui ont voté « oui », le rejet de la technologie génétique a été la raison principale de leur décision, même si elles ne la rejetaient pas toutes fondamentalement. Pour la grande majorité des personnes qui ont refusé le texte, les arguments en rapport avec la recherche ont été déterminants.⁵⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.04.2006
ELIE BURGOS

Lors de sa conférence de presse annuelle, Bio Suisse, l'union faîtière des organisations d'agriculture biologique, a annoncé que les **ventes de produits portant le label « bio » se sont accrues** en 2006 de 1,6% par rapport à 2005, pour s'élever à 1,202 milliard de francs. Les Suisses ont dépensé en moyenne 170 francs pour acquérir des produits biologiques, et restent les champions du monde incontestés dans ce domaine. Le nombre d'exploitations travaillant selon les directives de Bio Suisse, qui représente 10,5% du total des exploitations agricoles suisses, a enregistré un recul significatif en 2006, pour s'établir à 5871 exploitations. Ce recul s'explique, selon Bio Suisse, par les changements structurels qui touchent également l'agriculture traditionnelle.⁵⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 27.03.2007
ELIE BURGOS

Lors de sa conférence de presse annuelle, Bio Suisse, l'union faîtière des organisations d'agriculture biologique, a annoncé les **ventes de produits portant le label « bio » se sont accrues** de 7,7% en 2007, pour atteindre près de 1,3 milliard de francs. Le marché des aliments bio a ainsi enregistré une croissance nettement plus élevée que celle du marché alimentaire global (+3%). La progression est particulièrement frappante en Suisse romande, où les ventes bio se sont accrues de 9% par rapport à 2006. Le nombre d'exploitations travaillant selon les directives de Bio Suisse (certifiées Bourgeon), qui représente 10,2% du total des exploitations agricoles suisses, a enregistré un recul significatif en 2007 (220 unités), pour s'établir à 5651 exploitations. Pour la première fois, en 2007, Bio Suisse a inclus dans ses statistiques les entreprises agricoles qui travaillent selon l'ordonnance bio de la Confédération (non certifiées Bourgeon), et non selon le cahier des charges de Bio Suisse. Il en résulte dès lors un nombre total de 6249 entreprises agricoles biologiques, soit 11,3% de toutes les fermes suisses. Ce chiffre reste inchangé par rapport à l'année précédente.⁵⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 24.03.2008
ELIE BURGOS

Lors de sa conférence de presse annuelle, Bio Suisse, l'union faîtière des organisations d'agriculture biologique, a annoncé que **la forte croissance du marché bio s'est poursuivie en 2008**. Les ventes de produits bio se sont en effet accrues de 11,2% par rapport à 2007, à 1,44 milliard de francs. Au cours de l'année sous revue, près de 75% des produits bio ont passé par les succursales Coop (50% de parts de marché, 722 millions de francs) et Migros (24% de parts de marché, 345 millions de francs). La vente directe a également connu un véritable boom avec une hausse de 17% (5,1% de parts de marché, 73 millions de francs). Le nombre d'entreprises agricoles travaillant selon les directives de Bio Suisse (certifiées Bourgeon) correspond à un pourcentage de 10,7% par rapport au nombre total des fermes suisses. Il convient cependant d'y ajouter les 522 entreprises agricoles bio qui appliquent l'ordonnance bio de la Confédération. Le total s'est ainsi élevé à 6111 fermes bio, soit 11,9% de toutes les entreprises agricoles suisses (+0,6%).⁶⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 23.03.2009
ELIE BURGOS

Lors de sa conférence de presse annuelle, Bio Suisse, l'union faitière des organisations d'agriculture biologique, a annoncé que **la croissance du marché bio s'est poursuivie en 2009**. Au cours de l'année sous revue, en effet, le marché bio s'est accru de 7% par rapport à l'année précédente et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,545 milliard de francs. Cette augmentation a concerné toutes les catégories de produits, mais en particulier la viande bio (+16,8%), le poisson bio (+34,6%), ainsi que les aliments emballés (+5,7%). Malgré ces excellents résultats, le bilan de l'agriculture biologique s'est présenté sous un jour mitigé. En effet, si davantage d'entreprises agricoles se sont tournées vers le bio qu'au cours de l'année précédente, le nombre des fermes bio ainsi que les surfaces bio se sont cependant légèrement contractées. Par rapport au nombre total des fermes suisses, le pourcentage d'entreprises agricoles bio s'est établi à 11,1%. Quant à la surface agricole bio totale, elle a totalisé 1500 hectares de moins qu'en 2008, pour atteindre environ 120 000 hectares.⁶¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2015
LAURA SALATHE

In der Schweiz konnte die **biologische Landwirtschaft** im Jahr 2014 erneut zulegen und kam gemäss Medienmitteilung des BFS auf einen Umsatz von CHF 2.2 Mrd., was ein Wachstum von 7.5 Prozent gegenüber dem Vorjahr bedeutet. Die Anzahl biologischer Betriebe nahm in den letzten Jahren laufend zu, obwohl die Anzahl der landwirtschaftlichen Betriebe insgesamt rückläufig war. Im Jahr 2014 wurden 11 Prozent aller Betriebe in der Schweiz nach biologischen Massstäben geführt; sie bearbeiteten 12 Prozent des landwirtschaftlich genutzten Bodens. Etwas geringer ist der Bioanteil bei den Tierbeständen, so sind beispielsweise 6.9 Prozent des Geflügels mit dem Bio Suisse Label zertifiziert.

Marktführend im Verkauf von Bioprodukten sind die Grossverteiler Migros und Coop, welche zusammen nahezu drei Viertel des Umsatzes mit Bioprodukten ausmachen, wie die Medien kurz nach Veröffentlichung der Zahlen diskutierten. Auffällig sei jedoch, dass weder Aldi noch Lidl in der Statistik von Bio Suisse vertreten seien. Bisher sei keines ihrer Produkte von Bio Suisse zertifiziert worden, obwohl viele ihrer Produzenten die Bioauflagen erfüllen würden. Gespräche seien zwar im Gang, aber bisher fehle gemäss Bio Suisse bei Lidl und Aldi die Bereitschaft für ein langfristiges Engagement in der biologischen Landwirtschaft. Aldi wiederum argumentierte, die Bitte, konkrete Projekte zu nennen, in welchen sich Aldi Schweiz engagieren könne, sei bisher von Bio Suisse nicht beantwortet worden. Da die Parteien keine Einigung haben finden können, habe Aldi sein eigenes Biolabel etabliert und es „Nature Suisse Bio“ genannt.⁶²

Tierische Produktion

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 20.02.1990
SERGE TERRIBILINI

Les charges de mise en valeur du **compte laitier** de 1988/1989 avaient dépassé la limite du milliard pour se porter à 1'040 millions de CHF. Le compte 1989/1990 a poursuivi cette progression pour se monter à 1.149 milliards, soit une augmentation de 10.5 pourcents. Il est, de plus, prévu que cette tendance persiste lors de l'exercice 1990/1991. Le coût de mise en valeur du fromage occupe toujours la place la plus importante avec 571 millions de CHF (contre 534 en 1988/1989), suivi de celui du beurre avec 363 millions (au lieu de 322). La couverture de ces charges reste, pour la plus grande part, assurée par la Confédération (808 millions de CHF).⁶³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 15.02.1991
SERGE TERRIBILINI

Les charges de mise en valeur du **compte laitier** ont continué leur ascension. Tandis que le plafond du milliard de CHF avait été percé lors de l'exercice 1988/1989, le compte 1990/1991 a atteint 1.34 milliards, soit 190.5 millions de francs de plus qu'en 1989/1990. Les augmentations les plus importantes se sont produites dans les secteurs du beurre (+52.7 millions) et du fromage (+30.8 millions). La part de la Confédération dans la couverture de ces charges s'est montée à 958.8 millions (+151.1 millions).⁶⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.1992
SERGE TERRIBILINI

Les charges de mise en valeur du **compte laitier 1991/1992** font état d'une stabilisation par rapport à l'exercice précédent. En effet, avec un total de 1'332.5 millions de CHF, il est en recul de 7 millions par rapport à 1990/1991. Ces résultats ne sont cependant pas tout à fait comparables dans la mesure où un nouveau système de décompte a entraîné une réduction des contributions versées au détenteurs de vaches dont le lait n'est pas commercialisé. Ils sont néanmoins réjouissants car ils rendent compte d'une stagnation des frais de mise en valeur du beurre qui jusque là étaient en constant accroissement. En revanche, les dépenses pour le fromage ont augmenté de 71 millions de CHF. La part

de la Confédération dans la couverture de ces charges s'est montée à 981.2 millions (+22.3 millions).⁶⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.10.2000
FRANÇOIS BARRAS

La Fédération des producteurs suisses de lait (PSL) a rendu un rapport positif pour l'exercice 2000. Les producteurs ont réalisé **une production record de 3,2 millions de tonnes de lait**. Les ventes de lait de consommation ont augmenté de 5% par rapport à 1999, et celles du beurre se sont maintenues. 146 000 tonnes de fromage ont été produit, soit 20 000 de plus qu'en 1990. La part des fromages indigènes sur le marché suisse a elle aussi augmenté. Malgré tout, ces résultats ne suffisent pas à assurer le revenu des producteurs qui, selon les représentants de la PSL, sont pour un tiers d'entre eux des «working poors». L'année précédente, 1571 paysans avaient abandonné la production laitière. Les représentants ont rejeté l'éventuelle baisse du prix-cible du lait et ont pronostiqué une hausse des prix à la consommation au cours de 2001 : selon eux, le kilo de beurre pourrait augmenter de 80 centimes à 1 franc, et les denrées à l'exportation comme l'emmental et le gruyère pourraient connaître un sort similaire. Ces augmentations viendraient aussi compenser la suppression de 80 millions de francs annuels de subventions fédérales en faveur de la mise en valeur du lait.⁶⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 20.12.2002
ROMAIN CLIVAZ

L'Office vétérinaire fédéral (OVF) a publié les chiffres des cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la vache folle) en fin d'année. L'année sous revue a vu un **net recul du nombre d'animaux infectés** avec 22 cas en 2002 pour 42 en 2001. Les autorités ont attribué ces résultats aux mesures prises. La même tendance a été observée avec les examens volontaires effectués après des abattages normaux. Il est toutefois difficile d'évaluer l'efficacité des mesures prises, telles que l'interdiction de l'utilisation de farines animales, le temps d'incubation de la maladie étant de cinq ans en moyenne.⁶⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 27.03.2003
ROMAIN CLIVAZ

Lors du contrôle officiel des aliments pour animaux, la Station fédérale de recherches en production animale de Posieux a constaté que **le nombre d'échantillons contaminés par du matériel animal avait à nouveau baissé** en 2002. Si un tiers des échantillons examinés étaient encore touchés avant 1999, ils n'étaient plus que 14% en 2000 et 3% en 2001. Il convient de rappeler que l'interdiction totale d'affouragement des farine animales avait été prononcée début 2001. En préambule de l'annonce de ces résultats, le directeur de l'OVF, Ulrich Kihm, a rappelé que les effets des mesures ESB ne pourraient être évaluées que quatre à six ans après leur introduction. Si la surveillance par sondage des aliments pour animaux de rente s'était révélée positive, un certain nombre de lacunes avaient été constatées dans les abattoirs. Les chiffres concernant le nombre de cas apparus en 2003 ont été publiés au début de l'année 2004. Le programme de surveillance officiel, réalisé sur 26 000 bovins adultes appartenant à des groupes à risque, a permis d'identifier 19 cas. Les tests effectués, de leur propre initiative, par les grands distributeurs et les abattoirs, portant sur 150 000 animaux, ont révélé deux cas.⁶⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.07.2004
ELIE BURGOS

Le prix du lait payé au producteur a continué de baisser durant l'année laitière 2003/2004 qui s'est terminée à la fin mars. Le prix moyen s'est élevé à 75,68 centimes par kilo, soit 1,08 ct/kg de moins que durant l'exercice précédent.⁶⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.12.2004
ELIE BURGOS

Trois cas d'ESB sont apparus en 2004, contre 21 en 2003. Pour Hans Wyss, directeur de l'Office vétérinaire fédéral (OVF), ce net recul montre que les mesures prises se sont révélées être efficaces. L'OVF a également annoncé que la Suisse conduisait actuellement un programme de dépistage chez les ovins et les caprins. Ce programme, unique au monde par son ampleur, consiste à tester quelque 40 000 ovins et caprins à l'égard de la tremblante (appelée aussi scrapie) et à l'égard de l'ESB. Quatre cas de tremblante ont été décelés cette année, dont trois de la forme dite « atypique ».⁷⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 28.12.2004
ELIE BURGOS

Le **commerce de contingents laitiers a connu une forte hausse** durant l'année laitière 2003/2004 : 297 millions de kilos ont été acquis par location ou par achat, soit une hausse de près de 30% par rapport à l'exercice précédent. Durant l'année sous revue, 5697 producteurs ont acheté quelque 129 millions de kilos de contingents alors que 9573 en ont loué environ 168 millions de kilos. 868 millions de kilos sur les 3,1 millions de tonnes de contingents répartis ont ainsi été acquis par location ou achat, soit près de 28% du total.⁷¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 21.04.2005
ELIE BURGOS

Le **commerce de contingents laitiers** s'est accru durant l'année laitière 2004/2005, par rapport à l'année précédente. 6315 producteurs ont acheté quelque 163 millions de kilos de contingents et 8831 producteurs ont loué environ 146 millions de kilos. Les contingents acquis par achat ou location ont constitué 1,01 million de tonnes, soit un tiers de l'ensemble du contingent réparti, qui s'est élevé à 3,11 millions de tonnes. Durant l'année laitière 2004/2005, 31 673 producteurs ont commercialisé du lait. Leur nombre a diminué de 1399 (ou 4,2%) par rapport à l'année précédente.⁷²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 20.12.2005
ELIE BURGOS

Seuls trois cas d'ESB ont été diagnostiqués durant l'année sous revue, ce qui confirme le **net recul** observé en 2004 (3 cas également, contre 21 en 2003). L'Office vétérinaire fédéral (OVF) s'est réjoui de cette évolution, preuve que les mesures prises pour lutter contre la vache folle ont porté leurs fruits. Les moutons et les chèvres ont fait, quant à eux, l'objet d'un programme de surveillance particulier entre 2004 et 2005. Sur 35 000 animaux testés de juillet 2004 à juin 2005, aucun cas d'ESB n'a été décelé. L'OVF en a conclu que la maladie n'était vraisemblablement pas présente dans cette population de petits ruminants.⁷³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 13.04.2006
ELIE BURGOS

La Fédération des producteurs suisses de lait a indiqué que près des trois quarts des quelque 31 000 producteurs de lait ont saisi l'occasion d'anticiper, dès le 1er mai de l'année sous revue, la **sortie du contingentement laitier** prévue en 2009.⁷⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.09.2007
ELIE BURGOS

Pour la première fois depuis 1993, le **prix du lait payé aux producteurs a augmenté**, malgré une baisse en début d'année. La hausse de 6 centimes (environ 9%), d'une durée indéterminée, est entrée en vigueur à partir du 1er novembre de l'année sous revue. Elle s'inscrit dans la tendance européenne et mondiale d'une hausse des prix du lait entre 20 et 30% face à une situation de pénurie.⁷⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.10.2007
ELIE BURGOS

La maladie de la langue bleue a atteint la Suisse pour la première fois au mois d'octobre. (Apparue en Europe en 2006 et transmise par un moucheron, la maladie de la langue bleue est une maladie qui touche les ruminants) Sur les trois derniers mois de l'année, **5 exploitations ont été touchées** par le virus. A chaque fois, des périmètres de sécurité ont été mis en place autour de ces exploitations et les animaux infectés ont été éliminés.⁷⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2007
ELIE BURGOS

Pour la première fois depuis 17 ans, **aucun cas d'encéphalopathie spongiforme bovine** n'a été recensé en Suisse au cours de l'année sous revue. Les mesures prises à l'égard de cette maladie resteront toutefois en place, comme l'interdiction de nourrir les bêtes avec des farines animales.⁷⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 06.02.2008
ELIE BURGOS

L'invasion redoutée de produits étrangers suite à l'ouverture totale du marché du **fromage** entre la Suisse et l'UE en 2007 n'a pas eu lieu au cours de l'année écoulée. Si les importations ont certes augmenté, les exportations ont globalement progressé (+3,2% par rapport à 2007) dans toutes les catégories.⁷⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 09.02.2011
SÉBASTIEN SCHNYDER

La station de recherche Agroscope Liebefeld-Posieux a répertorié des manquements lors de la moitié des contrôles effectués dans **l'alimentation animale** pour animaux de ferme. Dans un cas, des antibiotiques ont été découverts et dans 22,1% des cas, de grossiers manquements ont été constatés.⁷⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2012
JOHANNA KÜNZLER

Bei der Abstimmung am 25. November war die Stimmbeteiligung mit 26,9% so tief wie seit 1972 nicht mehr. Die im Anschluss an den Urnengang durchgeführte **Vox-Analyse** fand als möglichen Grund dafür die geringe persönliche Betroffenheit: Über 60% der Stimmberechtigten gaben an, dass sie das TSG für unwichtig erachteten, und beinahe 70% derjenigen, die sich an der Abstimmung beteiligt hatten, taten dies, weil sie prinzipiell keine Abstimmung auslassen. Das Referendum wurde mit 68,3% deutlich abgelehnt, und auch die Stände sprachen sich mit Ausnahme der Kantone Uri und Appenzell Innerrhoden einhellig für die Revision aus. SP-, CVP- und FDP-AnhängerInnen folgten grossmehrheitlich den Empfehlungen ihrer Parteien. Die SVP-SympathisantInnen waren hingegen wie bereits die Basis bei der Delegiertenversammlung gespalten: Mit 56% entschied sich eine knappe Mehrheit, die Vorlage abzulehnen. Entscheidend für die Abstimmungshaltung war allerdings die Meinung zu staatlich verordneten Impfbefugnissen: Die 76% der ImpfgegnerInnen, welche die Revision ablehnten und die 87% der ImpfbefürworterInnen, die sie annahmen sind ein deutliches Zeichen dafür, dass die Referendumskampagne die Diskussion erfolgreich auf dieses eigentlich vorlagenfremde Thema konzentrieren konnte. Bei der Frage nach dem Inhalt der Abstimmung gaben denn auch 19% an, dass es um das Impfbefugnis gegangen sei, während bemerkenswerte 16% antworteten, sie wüssten nicht, worüber sie abgestimmt hatten.⁸⁰

Pflanzliche Produktion

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 06.09.2000
FRANÇOIS BARRAS

Les **vendanges 2000** ont déversé 127 millions de litres de raisin dans les cuves helvétiques, soit 2,3 millions de litres de moins que l'année précédente. Au niveau de la consommation, 297,2 millions de litres de vin ont été bu en Suisse durant l'année viticole 1999-2000 – environ 40 litres par habitant –, contre 294,6 millions en 1999. 42% des vins écoulés étaient d'origine indigène. Les producteurs suisses ont vendu 59,2 millions de litres de rouge (1,7 million de plus que l'année précédente) et 65,8 millions de blanc (+0,9 million). En dépit de cette embellie, les prix sont restés bas et les recettes des producteurs en dessous de la moyenne de ces dernières années, selon l'Office fédéral de l'agriculture.⁸¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.12.2001
FRANÇOIS BARRAS

Dans ce climat de revendications, **les vendanges 2001 ont néanmoins offert des résultats satisfaisants**, selon l'OFAG. Celui-ci s'est particulièrement réjoui que la limitation de la production ait porté ses fruits. Ainsi, la récolte, avec 117,2 millions de litres, est inférieure de 10,2 millions à celle de l'année 2000. Elle se répartit en 57 millions de litres de vins rouges (moins 3,6 millions par rapport à 2000) et 60,4 millions de litres de blancs (moins 6,6 millions). Ce volume était de 4 millions de litres inférieur aux prévisions de consommation.⁸²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 22.08.2003
ROMAIN CLIVAZ

Les difficultés de la branche ont été confirmées par les chiffres livrés par l'OFAG à la fin de l'été. Durant l'année viticole 2002/2003, qui s'étend du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante, la **consommation totale de vin a diminué** de 3,8 millions de litres à 285,7 millions de litres dont 114,9 de vins suisses (-7,3%) et 170,8 de vins étrangers (+3,4%). Pour l'aide du conseil fédéral à la production non alcoolique sous forme des ordonnances en 2002, voir ici.⁸³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.04.2004
ELIE BURGOS

Au mois de mars 2005, l'OFAG a publié son rapport intitulé « **L'année viticole 2004** » relatif à la situation de la production et de la consommation viticole en Suisse sur la période allant du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2004. Suite à la demande formulée par l'Interprofession suisse du vin d'harmoniser l'année comptable avec les stocks de vin, l'inventaire est désormais effectué au 31 décembre de chaque année (alors que la période considérée auparavant allait du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante). La consommation totale de vins s'est élevée à 282,8 millions de litres en 2004 (soit 38,2 litres par habitant), ce qui représente une diminution de 3,0 millions de litres par

rapport au précédent exercice (du 1.07.2002 au 30.06.2003). L'OFAG précise que cette diminution est intervenue avant l'entrée en vigueur des nouvelles mesures contre l'alcoolémie au volant (Il s'agit de l'introduction du 0,5 pour mille (taux limite) dès le 1er janvier 2005). La consommation de vins blancs a atteint 87,4 millions de litres (+1,5) et celle de vins rouges a chuté à 195,4 millions de litres (-4,5). La consommation totale de vins suisses a baissé à 112,2 millions de litres, soit 2,7 millions de litres de moins que l'exercice précédent. Celle de vins blancs a été stable à 57,5 millions de litres (+0,3), alors que celle des vins rouges a diminué de 3,0 millions de litres pour s'établir à 54,7 millions de litres. Quant à la consommation de vins étrangers, elle est restée stable et a atteint 170,6 millions de litres (-0,2).⁸⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 28.04.2005
ELIE BURGOS

Selon le rapport de l'OFAG, intitulé « **L'année viticole 2005** », la baisse régulière de la consommation de vin en Suisse s'est poursuivie. La consommation totale de vins s'est élevée à 272,9 millions de litres en 2005, ce qui représente une diminution de 5,7 millions de litres par rapport au précédent exercice. La consommation totale de vins suisses a baissé à 102,2 millions de litres, soit 10 millions de litres de moins que l'exercice précédent. La consommation de vins étrangers à quant à elle augmenté, pour atteindre 170,7 millions de litres (+4,3).⁸⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2006
ELIE BURGOS

Selon le rapport annuel de l'OFAG (« Année viticole 2006 »), la tendance à la **baisse de la consommation de vin en Suisse** s'est poursuivie. La consommation totale de vin s'est élevée à 270,2 millions de litres durant l'année sous revue, soit une baisse de 2,5% par rapport à 2005. Cette dernière s'explique par la baisse de la consommation de vins suisses (- 4,0%) aussi bien que de vins étrangers (- 1,6%).⁸⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 17.05.2011
SÉBASTIEN SCHNYDER

L'EPFZ et la station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ont constaté, dans le cadre du PNR 59 visant à analyser l'utilité et les risques de la dissémination des plantes génétiquement modifiées, que les **cultures OGM** sont coûteuses et que leur rentabilité est pour le moins relative. L'EPFZ estime ainsi qu'un franc dépensé pour la recherche coûte 1,26 francs pour des mesures de sécurisation des sites. Ainsi, les surcoûts induits dans des mesures évitant la contamination des cultures conventionnelles voisines ne sont pas toujours compensés par la productivité des OGM.⁸⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 07.08.2012
JOHANNA KÜNZLER

Der Dachverband Schweizer Knospe-Betriebe (Bio Suisse) konstatierte Anfang April erstmals seit 2004 wieder eine Zunahme an **biologisch produzierenden Betrieben**. Damit ist jeder zehnte Hof in der Schweiz inzwischen ein Bio-Hof, und von der landwirtschaftlichen Fläche werden 11% biologisch bestellt. Auch der Bio-Markt ist gewachsen: Im Lebensmittelbereich nimmt er inzwischen 6% Marktanteil ein.⁸⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.08.2012
JOHANNA KÜNZLER

Ende August präsentierten Wissenschaftler in Bern die Ergebnisse des **Nationalen Forschungsprogramms 59** über Nutzen und Risiken der Freisetzung gentechnisch veränderter Pflanzen (GVP). In der Auswertung der insgesamt 30 Forschungsprojekte kamen sie zum Schluss, dass GVP nach derzeitigem Wissensstand weder der menschlichen Gesundheit noch der Umwelt, genauer gesagt Insekten, Mikroorganismen oder Boden, schaden würden. Qualitativ sei kaum ein Unterschied zu konventionell gezüchteten Pflanzen zu bemerken, ausserdem würde die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Landwirtschaft durch die niedrigere Umweltbelastung dieser Pflanzen und durch eine Senkung der Produktionskosten gestärkt. Allerdings wäre die Trennung der GVP von normalen Pflanzen mit Isolationsabständen zwischen Feldern, der Reinigung landwirtschaftlicher Maschinen und der Trennung der Warenflüsse sehr kostenintensiv, was die Rentabilität des GVP-Anbaus wiederum senke.⁸⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 07.08.2013
JOHANNA KÜNZLER

Laut der jährlichen landwirtschaftlichen Strukturerhebung des Bundesamts für Statistik (BFS) hat sich die von **Biobauern** bewirtschaftete schweizerische Landwirtschaftsfläche 2012 erneut erhöht auf rund 12%. Dies entspricht einem neuen Rekord. Auch auf dem Lebensmittelmarkt erreichten biologisch hergestellte Produkte nie dagewesene Höchstwerte: Der Umsatz von Nahrungsmitteln, welche nach den Richtlinien von Bio Suisse hergestellt worden waren, betrug 2012 CHF 1,83 Mrd. Dies entspricht 6,3% aller getätigten Lebensmittelverkäufe.⁹⁰

Lebensmittel

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 22.04.2000
FRANÇOIS BARRAS

Les déclarations d'origine ont aussi créé une polémique dans la **production avicole**. De nombreux producteurs d'œufs ont reconnu acheter leurs poudeuses à l'étranger, afin de se montrer concurrentiels dans un marché rendu bien plus difficile par sa récente libéralisation. En 1992, le producteur recevait 32 centimes par œuf, contre 22 aujourd'hui, pour un coût de production de 26 centimes. Ainsi, bousculant la tradition, de plus en plus des œufs suisses vendus dans le commerce proviennent de poules étrangères, moins chères. Selon la Coopérative SEG romande et les associations faitières de production, 10% des œufs suisses furent pondus en 2000 par des poules d'origine étrangère. Elles ont annoncé regretter l'évolution du marché, rappelant l'importance d'une filière indigène dont on puisse suivre les conditions d'élevage au regard des normes fixées en Suisse.⁹¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.03.2011
SÉBASTIEN SCHNYDER

Bio Suisse a annoncé qu'en une année, le nombre d'exploitations agricoles ayant rejoint sa structure a doublé. Le nombre d'**exploitations biologiques** atteint ainsi 11% de l'ensemble des exploitations agricoles. Les parts de marché en Suisse alémanique, en Suisse italienne et en Suisse romande sont respectivement de 5,9%, 5,5% et 5,2%. La vente directe a augmenté de 10% pour atteindre une part de marché de 5,4%.⁹²

Tierhaltung, -versuche und -schutz

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 22.10.1991
SERGE TERRIBILINI

Le **nombre des expériences** sur les animaux autorisées par les cantons a poursuivi sa diminution en 1990. 1'041'676 animaux ont été utilisés, ce qui signifie une réduction de 4.6 pourcents par rapport à 1989 et de 47.7 pourcents par rapport à 1983. 93.1 pourcents de ces animaux furent des petits rongeurs (souris, rats, hamsters, etc). Contrairement aux animaux de rente (moutons, chèvres, porcs, poules), le nombre de singes utilisés fut en baisse.⁹³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.02.1992
SERGE TERRIBILINI

Touchant un sujet aussi chaud que la vivi-section, la **campagne précédant le vote a été âpre et émotionnelle**, tant du côté des partisans de l'initiative que des opposants. Ces derniers, réunissant le monde médical et l'industrie pharmaceutique et chimique, n'ont pas lésiné sur les moyens pour promouvoir leur opinion, leurs arguments étant le plus souvent axés sur la peur de la maladie ou la crainte de perdre des emplois. L'analyse VOX de cette votation fait clairement ressortir le rejet massif des Romands, les Alémaniques ayant été moins unanimes. D'autres facteurs explicatifs entrent cependant en jeu; ainsi, les femmes, les personnes de moins de trente ans et les sympathisants de gauche furent plus enclins à accepter l'initiative que les hommes, les personnes de plus de trente ans et les sympathisants des partis bourgeois.⁹⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.07.1992
SERGE TERRIBILINI

Le **nombre d'animaux utilisés dans les laboratoires** helvétiques pour des expériences nécessitant une autorisation a continué de diminuer en 1991. 927'210 animaux ont ainsi été utilisés, soit 11 % de moins qu'en 1990 et 53.3% de moins qu'en 1983. Plus nette a été la diminution dans l'industrie pharmaceutique bâloise: 17.2% de moins qu'en 1990. Parallèlement, le nombre d'expériences effectuées à l'aide de méthodes de substitution a augmenté.⁹⁵

Pour la première fois depuis l'entrée en vigueur le 1er janvier 2007 de l'obligation pour tous les propriétaires de chien de signaler leur(s) animal(aux) aux autorités, les **chiffres de la population canine en Suisse** ont été disponibles. Sur les 460 000 chiens déclarés, 11 810 sont des chiens « potentiellement dangereux », soit environ 2,6%.⁹⁶

Die schon 2014 für Aufregung sorgende Studie zu den **negativen Effekten von Kuhglocken auf Kühe** wurde 2015 offiziell in Form eines wissenschaftlichen Papers publiziert. Für die Studie wurden 19 Schweizer Kühe untersucht, welche sich das Tragen von Glocken gewohnt waren. Alle Kühe wurden in drei verschiedenen, drei Tage dauernden Phasen untersucht. Drei Tage lang trugen die Tiere keine Glocke, dann folgten drei Tage, an welchen sie stumme Glocken trugen, und drei Tage, an welchen sie voll funktionsfähige Glocken angehängt bekamen. Gemessen wurden verschiedene Verhaltensparameter, wie die Zeit des Liegens, Kopfbewegungen oder die Zeit, welche die Tiere mit Fressen verbrachten. Die Glocken wogen um die 5.5 kg, hatten Frequenzen zwischen 532 Hz und 2.8 kHz und erreichten mit einem Abstand von 20 cm gemessen eine Lautstärke zwischen 90 und 113 dB. Die Resultate zeigten, dass die Zeit der Nahrungsaufnahme in der Periode, in welcher die Kühe eine stille Glocke trugen, um 115 Minuten und damit signifikant kürzer war ($z=-3.0$, $p=0.008$), als wenn sie keine Glocke trugen. Trugen sie eine funktionsfähige Glocke, frassen sie 40 Minuten weniger lange, als wenn sie keine Glocke trugen; dieser Effekt war jedoch nicht signifikant ($z=-1.0$, $p=0.55$), könnte also auch zufällig entstanden sein. Die Zeit des Wiederkäuens nahm sowohl mit stummer Glocke als auch mit funktionierender Glocke mit über 2 Stunden signifikant ab. Weiter konnten Effekte auf die Liegezeit und die Kopfbewegungen festgestellt werden. Die Studienautorinnen erklärten zum Schluss, dass die untersuchte Zeitspanne von nur drei Tagen eher kurz gewesen sei und für aussagekräftigere Ergebnisse eine Langzeit-Beobachtung wertvoll wäre.

Auch die gesellschaftliche Debatte zur **Lärmbelastung durch Kuhglocken** ging indes weiter. Ein Mitglied der IG Stiller, einer Organisation, welche sich für eine konsequent eingehaltene Nachtruhe und gegen Lärm einsetzt, hatte Ende Juli Kühe fotografiert, welche auf der Weide Glocken trugen, und hatte die Bilder an das zuständige Amt sowie an verschiedene Medien geschickt. Die IG Stiller argumentierte, dass es sich dabei um Tierquälerei handle und die Glocken die Würde der Tiere verletzte. Das zuständige kantonale Veterinäramt führte in der Folge auf verschiedenen Höfen unangemeldete Kontrollen durch, konnte aber keine Verstösse gegen die Tierschutzvorschriften feststellen. Das BLV verwies in einer Stellungnahme auf die in diesem Artikel zusammengefasste Studie, kritisierte aber, dass deren kurze Untersuchungsperiode für fundierte Aussagen nicht ausreichte. Falls Tiere jedoch Schürfwunden vom Tragen der Glocken erhielten, so könne dies durch das bestehende Tierschutzrecht geahndet werden.⁹⁷

1) Bund et LM, 27.5.91; NZZ, 10.7. et 31.7.91; presse du 25.7.91.

2) Étude « Souhais de la société par rapport aux pratiques et aux structures agricoles » – GFS Bern; NZZ, 16.12.17

3) NZZ, SGT, TA, 29.5.19

4) TA, 15.8., 7.10.20

5) NF et LZ, 4.5.92; JdG, 11.6.92; NZZ, 23.6.92; BZ et 24 Heures, 19.12.92; Bund, 15.4.92; NZZ, 16.4.92; BaZ et LZ, 2.9.92.

6) Sciarini / Marquis / Wernli (1995). Analyse Vox des votations fédérales du 12 mars 1995

7) Hug / Marquis / Wernli (1996). Analyse Vox des votations fédérales du 9 juin 1996.

8) Delgrande / Linder (1998). Analyse Vox des votations fédérales du 27 septembre 1998.

9) Lib., 11.4.01.

10) LT, 5.8.00; presse du 22.11.00 (rapports); LT, 19.12.00 (revendications). Voir aussi «Rapport agricole» et «Reflets de l'agriculture suisse», publiés par les Offices fédéraux de l'agriculture et de la statistique.

11) LT, 4.9.00; OFAG (2001): Horizon 2010.

12) Lib., 9.4.01.

13) Station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles (FAT), rapport du 8.4.02; presse du 9.4.02.; TG, 20.11.01.

14) Communiqué de presse de la Station fédérale de recherche en économie et technologie agricoles du 10.4.02; Lib., 11.4.03.

15) FF, 2002, p. 4657 ss.

16) Presse du 19.11.02.

17) Communiqué de presse de la Station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles de Tänikon du 9.2.2003.

18) Office fédéral de l'agriculture, Rapport agricole 2003, Berne 2003; communiqué de presse de l'OFAG du 17.11.03 et presse du 18.11.03. Postulat Bugnon: BO CN 2002, p. 1691.

19) Communiqué de presse de la Station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles de Tänikon du 31.8.04; NZZ, 2.9.04.

20) Office fédéral de l'agriculture, Rapport agricole 2004; communiqué de presse de l'OFAG du 25.11.04; presse du 26.11.04.

21) Communiqué de presse de la Station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles de Tänikon, 5.9.05; Lib., LT et QJ, 6.9.05.

22) Lib., 8.9.06.

23) Communiqué de presse de l'ART, 4.9.07.

24) Communiqué de presse de l'ART, 4.9.08; NZZ, 5.9.08.

- 25) LT, 11.11.08.
- 26) Communiqué de presse de l'ART, 31.8.09.
- 27) NZZ et LT, 13.4.10; LT, 26.10.10.
- 28) QJ, 4.10.11.
- 29) OFAG, Rapport agricole 2011, 31.10.; Blick et QJ, 1.11.11.
- 30) NZZ, 21.9.12.
- 31) BLW, Agrarbericht 2012, 31.10.12; NZZ und BZ, 17.10.12.
- 32) BLW (2013): Agrarbericht 2013; Medienmitteilung Agroscope Reckenholz-Tänikon vom 5.9.13; LZ, 13.11.13.
- 33) Agrarforschung Schweiz (2015); NZZ, TA, 10.3.15
- 34) Communiqué de presse d'Agroscope du 19.07.2018; OFAE (2018). Potentiel alimentaire des surfaces agricoles cultivées
- 35) TW et SGT, 4.9.90; presse du 27.11.90; NZZ, 9.5.90; TW, 28.6. et 30.6.90; BZ, 30.6.90; Suisse, 2.7.90; LM, 2.12.90.
- 36) 24 Heures, 16.3.91; NZZ et TW, 23.5.91; Bund, 23.8.91; Presse du 22.11.91.
- 37) NQ, 21.1 et 23.4.92; Bund, 31.7.92; BaZ, 1.8.92, presse du 12.12.92.
- 38) 24h, 29.5.01.; Presse du 16.1.01.; TG, 21.3.01.
- 39) Presse du 26.1.02.
- 40) Communiqué de presse du DETEC du 3.5.02; presse du 2.5.02; QJ, 4.5.02.
- 41) Communiqué de presse de l'Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage des 13 et 22.3.04.; Presse du 31.1.03.
- 42) QJ et 24h, 10.11.04.
- 43) QJ, 17.8.05; presse du 13.9.05.
- 44) LT et NZZ, 17.3.10.
- 45) Analyse VOTO_Loi sur la chasse_01.11.2020
- 46) Communiqué de presse du DFE du 17.3.04.
- 47) Communiqué de presse d'Agroscope du 05.10.2021; 24H, 16.10.21
- 48) 24h, 15.1.00; TA, 22.11.00.; LT, 11.4.00 (chiffres bio); presse du 29.3.00 (appel).
- 49) Bio Suisse (2017). Le Bio en chiffres 2017; LMD, TA, 13.4.18; NZZ, 9.5.18; AZ, 12.5.18; 24H, 18.6.18
- 50) Communiqué de presse d'Agroscope du 07.01.2021; Hirte et al. (2018). Below ground carbon inputs to soil via root biomass and rhizodeposition of field-grown maize and wheat at harvest are independent of net primary productivity; Hirte et al. (2021). Enhanced root carbon allocation through organic farming is restricted to topsoils
- 51) Communiqué de presse Agroscope du 4.2.21; Riedo et al. (2021)
- 52) Presse du 27.3.02.
- 53) Presse du 26.3.03.
- 54) Presse du 29.4.03.
- 55) Communiqué de presse, 23.3.04 (disponible sur www.bio-suisse.ch); Express, 24.3.04.
- 56) Communiqué de presse de Bio Suisse, 28.3.06.
- 57) Hirter, Hans / Linder, Wolf (2005): Vox. Analyse des votations fédérales du 27 novembre 2005
- 58) Communiqué de presse de Bio Suisse, 5.4.07.
- 59) Communiqué de presse de Bio Suisse, 27.3.08.
- 60) Communiqué de presse de Bio Suisse, 24.3.09.
- 61) Communiqué de presse Bio Suisse, 23.03.10.
- 62) Bio Suisse Jahresbericht 2014; Medienmitteilung BFS vom 11.08.2015; AZ, BaZ, 9.4.15; SO, 12.4.15
- 63) Compte 89/90; presse du 20.2.91; LID-Pressedienst, 1689.; Compte laitier 88/89; presse du 26.4.90; RFS, 18, 1.5.90 et LID-Pressedienst, 1646, 27.4.90.
- 64) LID-Pressedienst, 1739, 14.2.92.
- 65) Service de documentation LID, Le compte laitier 1991/1992, Berne 1993.
- 66) Lib., 12.4.01.; Lib., 25.10.00.
- 67) Presse du 20.12.02.
- 68) Communiqué de presse d'Agroscope (Entité comprenant les 5 stations de recherche de l'OFAG) du 28.1.03; communiqués de presse de l'Unité ESB de l'OFAG du 27.3.03 et de l'OVF du 5.1.04.
- 69) LT et NZZ, 17.7.04.
- 70) Communiqué de presse de l'OVF du 17.12.04; 24h, 18.12.04.
- 71) Communiqué de presse de l'OFAG du 28.12.04; Lib. et NZZ, 29.12.04.
- 72) Communiqué de presse de l'OFAG, 21.4.06.
- 73) Communiqué de presse de l'OVF, 20.12.05.
- 74) QJ, 13.4.06.
- 75) LT, 21.8.07; Lib., 18.9.07 ; presse du 19.9.07.
- 76) NZZ et TG, 29.10.07.
- 77) Exp., 29.12.07 ; NZZ, 31.12.07.
- 78) Communiqué de presse de Switzerland Cheese Marketing SA, 6.2.09.
- 79) NZZ, 9.2.11.
- 80) Milic/ Widmer (2013): Vox-Analyse der eidgenössischen Abstimmung vom 25. November 2012
- 81) Rapport de l'OFAG; TG, 6.9.00.
- 82) NF, 19.12.01 (vendanges 2001).
- 83) Communiqué de presse du DFE du 21.8.03 et presse du 22.8.03.
- 84) Ce rapport est disponible sur le site internet de l'OFAG; Lib., 1.4.05.
- 85) Presse du 28.4.06.
- 86) Communiqué de presse de l'OFAG, 5.4.07.
- 87) Lib., 12.2 et 17.5.11.
- 88) NZZ, 4.4. und 7.8.12.
- 89) AZ und NZZ, 29.8.12.
- 90) Medienmitteilung BFS vom 6.8.13; LZ, 11.4.13; AZ, 7.8.13.
- 91) LT, 22.4.00.
- 92) 24h, 31.3.11.
- 93) JdG. et Vat., 5.6.91; NZZ, 6.6.91; 24 Heures, 22.10.91.
- 94) Vox. Analyse des votations fédérales du 16 février 1992, Zurich 1992
- 95) Presse du 25.7.92.
- 96) TG, 12.1.08.
- 97) Do Bells Affect Behaviour and Heart Rate Variability in Grazing Dairy Cows?; SoZ, 11.1.15; So-Bli, 3.5.15; SGT, 12.9.15